

*Proletaires  
de tous les pays,  
peuples et nations  
opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste léniniste

5F

N°31

# pour le socialisme

SEMAINE DU 19 AU 25 FEVRIER 1981

## NON M. MARCHAIS !

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES FONT PARTIE  
DE LA CLASSE OUVRIERE DE FRANCE !



## APARTHEID NON !

Produites  
de tous les pays,  
peuples et nations  
opprimés,  
unissez-vous !  
Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 19 AU 25 FEVRIER 1981

N° 31 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

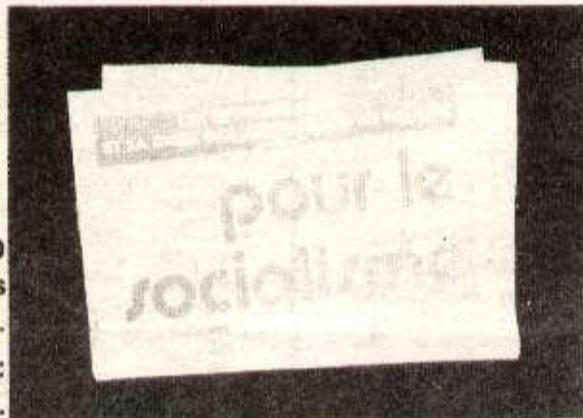
Pour toute correspondance  
écrire à :

POUR LE SOCIALISME  
c/o FRONT ROUGE  
BP 68  
Paris 75 019

Compte bancaire :  
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous à  
Pour le Socialisme

20  
numéros  
100 F.  
1 an :  
200 F.



## SOMMAIRE

4-5-6-7

l'actualité



**LE PCF, LA DROGUE ET LES IMMIGRÉS** : onze jours après la honteuse manifestation devant les fenêtres d'une famille immigrée accusée sans preuve, Marchais-la-joie tient meeting à Montigny. Ce meeting, prévu de longue date, prouve déjà la préméditation. Mais il y a d'autres éléments qui démontrent la machination ; c'est ce qui ressort de l'enquête que nous avons effectuée à Montigny.

Mais la drogue ? Là encore, le PCF subsistue la délation et les opérations coup de poings à l'analyse, certes complexe, des réalités. Nous le montrons à travers des chiffres, la drogue n'est certainement pas le danger principal dans la jeunesse. Il s'agit en fait d'un problème de société, comme l'explique Yves Derenne dans un « point de vue ».

8-9

immigrés



**VITRY : ASSISES SUR L'IMMIGRATION** : les événements de fin décembre à Vitry ont donné une impulsion nouvelle à cette initiative prévue auparavant. Le vœu des organisateurs — de nombreux partis et associations de gauche — est de faire de ces assises un point de départ, un lieu d'où sortiront des perspectives concrètes de mobilisation anti-raciste.

10

livres

**SONDAGES** : Mitterrand favori pour le deuxième tour des présidentielles : tel est le résultat du dernier sondage connu. Mais de telles enquêtes sont-elles fiables ? Un livre qui vient de paraître *La République des sondages* répond affirmativement. Ce qui n'induit pas qu'il faille avoir une confiance aveugle dans les sondages.

11-12

l'actualité



**POURQUOI LA GREVE DANS LES CENTRES IVG ?** Fait sans précédent, des médecins de centre IVG, à Lyon comme à Tours, ont engagé des grèves pour dénoncer les moyens dérisoires mis à leur service. Nous sommes allés enquêter à Tours, et nous publions l'interview d'un médecin gréviste.

13

pratique  
révolutionnaire

**POURQUOI DE NOUVELLES ORIENTATIONS ?** : dans une série d'articles au sujet des nouvelles orientations du Parti, Max Cluzot aborde aujourd'hui la question suivante : l'approche fondamentale du marxisme-léninisme que constitue ce que l'on appelle le système de la pensée de Mao Zedong, est-elle suffisante à fonder les bases théoriques du processus révolutionnaire à entreprendre ou à poursuivre ?

Nous publions par ailleurs, dans le cadre de cette rubrique, une lettre d'un lecteur.

15-16

inter



**AFGHANISTAN : UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE MIKE BARRY** : Mike Barry, spécialiste bien connu de l'Afghanistan, s'est rendu récemment dans ce pays en lutte contre l'occupant soviétique. Nous commençons ici la publication de l'interview exclusive qu'il a bien voulu nous accorder.

17-18

inter



**ZIMBABWE** : Un an après les élections qui ont porté au pouvoir les mouvements de libération, de graves événements se produisent actuellement. Peut-on pour autant parler d'une situation catastrophique ? Le bilan d'un an d'indépendance ne peut en tout cas se résumer aux quelques séries d'affrontements armés qui opposent la ZANU et la ZAPU.

20



**POLOGNE** : la Pologne va-t-elle connaître une détente ? Le nouveau premier ministre a demandé « 90 jours de calme » et Solidarité se déclare prêt à discuter, tout en posant ses conditions. L'attitude du pouvoir face à ces conditions — la satisfaction d'un certain nombre de revendications du peuple polonais — laisse mal augurer de l'avenir et de la pureté des intentions officielles.

# Editorial

## MOBILISATION CONTRE L'OFFENSIVE RACISTE

**L**UNDI 16 février, la dernière en date des opérations du PCF : le sabotage d'une émission de télévision consacrée à la jeunesse. Personne, cette fois-ci, n'a parlé de bavures. Les opérations coup de poing se déroulent en effet à un tel rythme depuis deux mois qu'il n'est plus permis de douter que nous avons affaire à une offensive délibérée et préméditée.

L'attaque au bulldozer d'un foyer d'immigrés à Vitry, le refus initial de voir se construire un centre islamique à Rennes, l'expulsion des gitans à La Seyne, l'instauration de quotas d'immigrés dans les colonies de vacances à Ivry, le refus du regroupement familial des immigrés à Montfermeil, les manifestations sous les fenêtres d'une famille accusée sans preuve à Montigny, la volonté de fermer un foyer Sonacotra à Dammarie, l'appel honteux à la délation au lycée de Villeurbanne, tout cela répond bien à la même logique, en suivant les mêmes mécanismes.

**L**E scénario de chacune de ses « affaires » est tellement semblable qu'il tend à prouver en lui-même la préméditation : se saisissant d'un problème supposé réel, et sans le moins du monde chercher à l'étayer par des faits objectifs, les élus du PCF engagent des actions spectaculaires, en mobilisant des militants là où ils le peuvent. Leurs revendications et leurs méthodes confinent alors à celles de l'extrême-droite ? Qu'importe, il s'agit de « marquer le coup » pour attirer largement l'attention, et par là même révéler largement le nouveau cours de la politique du PCF. Les anti-racistes, les militants de gauche s'émeuvent ? Peu importe encore une fois, on les confond dans l'opprobre avec les médias qui protestent et l'hypocrite Stoléro qui va oser jusqu'à se dire défenseur des travailleurs immigrés.

La raison n'est plus de mise dans la période au PCF. De la même manière qu'il affirme défendre les travailleurs immigrés en attaquant leur foyer au bulldozer, il présente ceux que révolte son action comme des suppôts du pouvoir, des défenseurs de la drogue ou des partisans du ghetto.

**A**LORS, ça suffit ! Il n'est plus temps de considérer les actions du PCF comme des bavures, comme il n'est plus temps de les inscrire dans le cadre de simples péripéties électorales destinées à rallier les voix de quelques Dupont-la-joie. Les méthodes de commandos du PCF, ce sont celles qui jusqu'à présent furent toujours celles des forces de la réaction. L'appel à la délation, la calomnie, le refus de l'élémentaire principe de présomption d'innocence, ce sont des méthodes que les forces populaires ont toujours combattu, et à justes raisons. La propagande développée sur fond d'obscurantisme, l'appel aux sentiments les plus vils, c'est ce que la droite a toujours opposé à ceux qui veulent vraiment changer la société.

Et que le PCF ne vienne pas faire diversion en mettant dans le même sac la droite et les militants de gauche qui condamnent son action. Qui donc milite aujourd'hui activement pour le départ des travailleurs immigrés ? Stoléro et Marchais. Qui établit un lien entre leur présence et le développement du chômage ? Qui dresse un lien de cause à effet entre l'existence des travailleurs immigrés dans les cités populaires et « l'insécurité » qui y règne ? Qui préfère la répression à l'analyse un tant soit peu sérieuse de ce problème de société qu'est la consommation des drogues ? Qui ? La droite depuis longtemps, et le PCF aujourd'hui. Et d'où viennent-ils, ces imbéciles arguments racistes qui divisent la classe ouvrière, opposent entre elles des couches du peuple, et parfois même poussent au crime ? De la droite, depuis toujours, et du PCF aujourd'hui.

**A**LORS oui, décidément, ça suffit. Comme elles ont su le faire dans la lutte contre la circulaire Fontanet ou plus récemment contre les lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro, il est temps que se rassemblent toutes les forces anti-racistes. Il est temps, face à la dangereuse offensive menée aujourd'hui par d'autres que la droite, de mettre le holà, de combattre à nouveau le racisme, et de faire savoir haut et fort à Monsieur Marchais que les travailleurs immigrés font partie de la classe ouvrière.

### 1 600 chômeurs en plus chaque jour

**L**E CNPF a toutes les raisons d'être content de Barre et de Giscard d'Estaing. Ils ont réussi un certain nombre de tours de force dans le domaine « social » pendant les tristes années de leur règne. Au sujet du chômage, pour ne prendre que cet exemple, la situation s'est dégradée à tel point que tous les records sont en passe d'être battus, pour la fin du septennat giscardien. Des chiffres viennent d'être publiés : actuellement, on recense en France 1 800 000 demandeurs d'emploi. Si l'on ajoute à ce chiffre les chômeurs et les gens sans travail non-inscrits, on dépasse les 2 millions. Le mois de janvier 1981 a vu une augmentation de 3 % du nombre des chômeurs, soit une moyenne de 1 600 chômeurs supplémentaires tous les jours.

Evidemment, les femmes et les jeunes sont très largement touchés : ils sont en ce moment 700 000 jeunes de moins de 25 ans inscrits à l'ANPE, soit une progression de 14,18 % en un an.

Devant ce tableau catastrophique, résultat de leur politique, Giscard et Barre, restent coi. La propagande éhontée qu'ils ont développée pendant de longs mois sur les prétendus efforts du gouvernement pour s'attaquer au chômage est devenue si indécente qu'ils n'osent plus y avoir recours. Force leur est de reconnaître qu'il y a bien un problème, non seulement d'emploi, mais d'aggravation du chômage dans des conditions qui atteindront bientôt la limite du supportable.

On peut sans doute s'attendre à quelques mesures en trompe l'œil dans la période pré-électorale. Giscard en aurait bien besoin pour remonter sa cote qui, tous les sondages l'indiquent, ne cesse de baisser. Le dernier en date, réalisé par l'IFOP et tout récemment publié indique que le nombre des français mécontents de la politique de Giscard a dépassé la moitié de la population pour atteindre 51 % au mois de février alors qu'il était de 47 % en janvier. Pour Barre, les choses vont encore plus mal puisque seulement 25 % de français (1 sur 4) se déclarent satisfaits de sa politique alors que 63 % en sont mécontents (57 % en janvier). Les réserves d'usage en ce qui concerne les sondages d'opinion ne contredisent pas, en tout état de cause, une donnée certaine : le mécontentement contre la politique giscard-barre ne cesse de grandir. Il y a évidemment un lien de cause à effet entre le premier point traité et le deuxième. Quand on affiche au bout de sept années de règne un bilan aussi lourd, aussi désastreux pour les travailleurs et leurs familles, il est logique que l'on récolte ce que l'on a semé. Oui vraiment, il y en a assez de cette politique, de ce régime de chômage, de vie chère, et de dépression.

**Le PCF,  
la drogue  
et les immigrés**

# Montigny-lès-Cormeilles COMMENT ILS ONT MONTÉ LEUR COUP

Il est de plus en plus nettement établi que l'affaire de Montigny a été fabriquée de toutes pièces par l'appareil local du PCF, dans le but d'en faire une affaire nationale. En trois temps bien marqués.

Par François NOLET



Robert Hue (à droite), maire de Montigny harangue...

## Premier temps : la drogue connais pas

**L**a drogue ? A Montigny ? Depuis mars 1977, date à laquelle il est devenu maire de Montigny, M. Robert Hue n'avait jamais évoqué ce problème en conseil municipal. Il semblait davantage préoccupé par des questions d'urbanisme. Des éducateurs lui avaient signalé des problèmes de drogue dont ils avaient eu connaissance : jamais il n'en a tenu compte. « Pas une fois en quatre ans, le problème n'est venu devant le conseil municipal, nous confirme Patrick Thomas, conseiller municipal sans appartenance partisane, qui s'était apparenté au groupe PCF. On peut, sans ironie, critiquer la carence passée du conseil municipal, ou en tout cas du maire, en matière de lutte contre la drogue ».

Mieux même : à Taverny, commune proche de Montigny, un café était fermé par décision administrative parce qu'il s'y échangeait de la drogue. C'était un fait précis, et le PCF aurait pu s'en emparer. Il s'est tu, au contraire, et aujourd'hui prend la défense du commerçant. Il faut

dire que des collègues de ce commerçant avaient, dans une pétition, vivement protesté, pour réclamer « qu'on arrête les véritables trafiquants et qu'on donne les moyens de faire ce travail à la police ». S'agissant de ces honnêtes citoyens-électeurs, le PCF prend des gants, et dans ce cas exige des preuves. Et surtout la « mise hors d'état de nuire » des « véritables trafiquants », qu'il va chercher dans une famille de travailleurs immigrés.

## Deuxième temps : la fabrication de la preuve

Mais progressivement, les choses vont changer. La presse du PCF va s'exprimer de plus en plus fréquemment sur des thèmes qui visent une fraction peu politisée de l'électorat : l'insécurité et le laxisme policier, l'immigration qui représente une charge pour les communes et aggrave le chômage. L'affaire du foyer de Vitry ne va pas tarder à éclater.

Dans cette période, il s'agit de rechercher des actions d'éclat,

des opérations coup de poing qui attirent l'attention des médias. C'est là que M. Hue entre en scène. Ce jeune maire est responsable des élus PCF du département. « C'est un homme qui, jusqu'à présent, avait une image de marque assez agréable, débonnaire, bien en contact avec la population », nous dit Patrick Thomas. « Robert Hue visait certainement la circonscription, notamment en cas d'élections législatives anticipées », ajoute-t-il, une circonscription perdue par le PCF en 1978. Drogue, immigration, insécurité seront les thèmes de la campagne nationale du PCF. On cherche une affaire.

Et on trouve.

A Montigny, à la cité de l'Espérance, une famille marocaine de neuf enfants, les K., et une famille algérienne de huit enfants, les B., habitent le même immeuble. Des différends les opposent de longue date, Mme B. accusant périodiquement l'un des fils K. de fournir de la drogue à son fils. L'un des fils de Mme B. a sa carte des J.C. C'est par ce biais que les accusations parviennent aux oreilles des cadres locaux du PCF.

La cible semble de choix. Drogue et immigration mêlée dans la même affaire. De plus,

c'est une famille immigrée qui en accuse une autre. Ainsi, l'image de l'immigré que donne le PCF sera-t-elle broyée. On le savait déjà encombrant les files de chômage, dévorant les subventions d'aide sociale. On va pouvoir compléter le tableau : il sera dans cette affaire à la fois trafiquant et délateur.

Un militant du PCF va voir Mme B. et le pousse à écrire une lettre de dénonciation au maire. Elle ne sait pas écrire le français ? Qu'importe, on lui tient la plume, et on lui fait signer une lettre qui dit notamment : « J'ai un fils de 21 ans qui se ravitaille chez lui » (chez M. K.). Peu importe aussi qu'elle ignore le sens du mot se ravitailler.

## Troisième temps : organiser la publicité

Début janvier : les projecteurs de l'actualité sont braqués sur l'affaire du foyer de Vitry. On peut donc attendre un peu avant de lancer une seconde affaire nationale. Le 16 janvier, lors d'un dîner de presse offert aux journalistes du département, Robert Hue évoque sa volonté de « pren-

dre le problème de la drogue à bras le corps ». Et il laisse entendre que la presse va bientôt entendre parler de Montigny.

Le 23 janvier, Robert Hue transmet au procureur de la République la lettre de Mme B.

Subitement, le 2 février, Robert Hue convoque la presse nationale. Les conseillers socialistes ne sont pas prévenus. Pourquoi une telle hâte, une telle précipitation ? S'il existe un problème de drogue, pourquoi ne pas l'évoquer d'abord en conseil municipal ? Mais il faut que le PCF en fasse son affaire à lui seul.

Le maire cite la lettre (sans encore donner le nom de la personne accusée) : « Le témoignage bouleversant d'une mère de famille ». Un peu aidée dans la rédaction. Le lendemain, tract du PCF distribué dans une partie de la ville, et menaçant de donner des noms. Peu importe qu'on n'ait pas vérifié la réalité de l'accusation (le maire lui-même parlait le 2 de « personnes supposées être diffuseurs ou revendeurs de drogue dans cette cité »). Le 5, un tract signé du PCF et de la JC est très largement diffusé dans toute la ville, nommant la famille K. La veille de la manifestation, un

# LA POLITIQUE RACISTE DU POUVOIR GISCARDIEN



... une cinquantaine de personnes rassemblées sous les fenêtres de la famille K.

adjoint téléphone à la famille K. pour la prévenir. Lun des fils décroche. « Si vous êtes innocents, dit en substance l'adjoint, vous n'avez qu'à descendre ; nous communistes, nous vous protégerons, et vous vous expliquerez ». Le 7, une cinquantaine de personnes se rassemble sous les fenêtres de la famille K., haranguée par le maire. Deux membres du Comité central sont présents.

Dès lors, l'affaire a un retentissement national. On parle de délation, de racisme. Le maire se défend lors d'une seconde conférence de presse, le 9. Délation ? Il s'agissait de répondre à un appel au secours d'une mère. Un peu

provoqué, mais on ne le sait pas encore. Racisme ? Mais révèle-t-il alors, la famille dénonciatrice est immigrée. Munis de ce renseignement, quelques journalistes peuvent approcher Mme B. et lèvent ainsi un coin du voile. Immédiatement, l'appareil local du PCF prend des mesures pour soustraire à leur curiosité la famille B., qui quitte son appartement.

Juquin, Marchais soutiennent bruyamment le maire de Montigny. L'affaire est lancée, et chacun est tenu par le PCF de choisir son camp. Marchais fait un meeting à Montigny le 20 : il est assuré que les médias seront là.

## Ce qu'en pensent les Ignymontains

La campagne du PCF sur la drogue atteint-elle ses objectifs localement ? La faible participation à sa manifestation de la cité de l'Espérance semble indiquer qu'il ne parvient pas nécessairement à impliquer de larges franges de la population dans une affaire qui semble en grande partie parachutée.

Dans un ensemble HLM, où se regroupe une grande part des 14 000 habitants de Montigny, au hasard du porte-à-porte, les commentaires sont rares, et les réactions méfiantes. Comme s'il y avait quelque honte à évoquer cette sale affaire. Les quelques immigrés que nous retrouvons se réfugient derrière leur ignorance de la langue ; l'un d'eux, après avoir dit : « Je n'ai pas d'opinion », ajoute : « Enfin, vous comprenez, moi aussi je suis marocain ». Il n'en dira pas plus. Nous comprenons.

Existait-il au moins un problème de drogue connu à Montigny ? « Peut-être ; dans ce cas, il faut faire quelque chose » : la propagande du PCF semble avoir répandu l'idée d'un fléau dont personne ne nous a clairement dit

avoir eu précédemment connaissance. Mais personne non plus ne défendra devant nous les méthodes utilisées par le PCF. « On n'accuse pas les gens comme ça », « ils ont exagéré », sont les expressions qui reviennent le plus souvent.

Un café proche de la cité de l'Espérance, à l'heure de l'apéritif. Là, le PCF a reçu un soutien peu flatteur : France-Soir, qui a interviewé Mme B., titre : « Ils ont vendu du kif et de l'héroïne à mes fils ». Un travailleur immigré, déjà âgé, lève les bras au ciel : « Non, ils exagèrent. Du kif, peut-être, mais de l'héroïne, ils en rajoutent. Et puis, on n'accuse pas comme ça, il faut prouver ». Le patron du café intervient, insiste sur la réputation de délinquance de la cité de l'Espérance. « Peut-être qu'il y a quelque chose, il n'y a pas de fumée sans feu », ajoute un consommateur qui attaque son troisième verre de rosé. Accusez, il en restera toujours quelque chose. « Quand même, lance son voisin, le PCF a poussé le bouchon trop loin ». « Il prépare ses élections », conclut, désabusé, un vieux travailleur.

Les hommes de la droite ne manquent vraiment pas d'air. Les voilà qui essaient de se faire passer pour d'ardents défenseurs des travailleurs. Commentant l'actuelle campagne du PCF contre les immigrés, ils multiplient les déclarations indignées jusqu'à Stoléro qui y va de son petit couplet.

Tout ce joli monde d'expulseurs, de matraqueurs, de racistes est pourtant entièrement responsable de la situation dans laquelle vivent les travailleurs immigrés.

L faut les voir à la télé, la main sur le cœur, prendre fait et cause pour « ces pauvres immigrés ». Leurs mines compassées ne parviennent cependant pas à masquer la réalité de leur politique ; et la liste est longue de leurs méfaits, contre les travailleurs en général et contre les immigrés en particulier.

Sans remonter trop loin, prenons par exemple la lutte dans les foyers Sonacotra. Chacun se souvient de la hargne et de la brutalité avec laquelle les hommes du pouvoir ont répondu aux — pourtant légitimes — revendications des résidents : multiples procès, CRS dans les foyers, matraquages et expulsions des délégués en 1976...

Prenons les lois anti-immigrés de Barre-Bonnet-Stoléro. Le système des quotas est maintenant réalité puisque ce sont les autorités préfectorales qui décident ou non du renouvellement des cartes de séjour en fonction du taux de chômage dans le département : immigrés = responsables du chômage, c'est un des thèmes développés depuis longtemps par la droite.

Par ailleurs, le ministère de l'intérieur se charge de faire taire les récalcitrants : tout étranger responsable de « trouble de l'ordre public » peut être maintenant expulsé sans délai.

En ce moment d'ailleurs, dans le même temps où ils formulent leurs vertueuses indignations, ils poursuivent activement en coulisses leur sale besogne. Il y a à peine quelques jours, la commission « informatique et libertés » a donné son accord pour que le ministère de l'Intérieur puisse constituer le fichier des étrangers dont Bonnet et Peyrefitte rêvent

de l'intéressé, de ses parents, sa nationalité, la nature et le numéro de son titre de séjour, certaines mesures prises à son encontre telles que l'expulsion, l'assignation à résidence, le refus de séjour ou de renouvellement de la carte, la catégorie professionnelle... Faut-il préciser à quoi serviront ces fiches de renseignements informatisés dans les mains de M. Bonnet ?

C'est cela la réalité du régime giscardien pour les immigrés. Les contrôles incessants, le fichage, les rafles, comme à Lyon ou à Marseille, les matraquages, les expulsions... C'est Bonnet ! C'est Stoléro ! C'est la politique des Giscard-Barre depuis toujours.

G.P.

La droite ne manque pas d'air. Les contrôles, les fichages, les rafles et les expulsions sont bien l'œuvre des Bonnet et Stoléro !



Le PCF,  
la drogue  
et les immigrés

## Point de vue

# LE PCF ET LA DROGUE : UNE CAMPAGNE STUPEFIANTE

Par Yves DERENNE

« On veut détruire une partie de la jeunesse française ». Tel est le cri d'alarme lancé à TF1 le 12 février par Juquin, l'un des responsables du PCF. Cette arme effroyable qui menace la jeunesse le PCF l'a identifiée : c'est la drogue. Face à un tel « fléau social », à ce « drame national », il était nécessaire d'engager une lutte résolue. Face à ce danger les discours ont peu de poids, il faut passer aux actes : après Montigny et Villeurbanne c'est chose faite. Les gros bonnets de la drogue — qui, pour mieux tromper la vigilance des travailleurs, logent à huit dans un HLM et se font embaucher comme OS chez Rhône-Poulenc — les trafiquants, les marchands de mort qui hantent les préaux de nos écoles n'ont qu'à bien se tenir : le PCF passe à l'action !

La drogue est un phénomène mal connu et qui fait peur : le PCF le sait et il tente, avec des explications grossières, d'exploiter le sentiment d'inquiétude d'un grand nombre de gens, notamment des parents.

### Une description grossière du phénomène

• Explications grossières car le PCF ment lorsqu'il assimile toutes les drogues, niant la différence existant entre les drogues dures et les drogues douces, différence pourtant nettement établie par les scientifiques et les médecins. Une telle assimilation est doublement malhonnête :

— D'une part parce qu'elle permet de grossir le phénomène : on parle d'un développement global de l'usage des drogues en « omettant » d'indiquer que l'usage des drogues dures stagne dans la jeunesse depuis plusieurs années.

— D'autre part parce qu'elle tait les conséquences de nature fort différente des drogues dures et des drogues douces. Alors que les premières (héroïne, cocaïne, amphétamines...) ont des effets destructeurs importants qui peuvent entraîner la mort, les

secondes (haschich, marijuana...) présentent peu de danger d'un strict point de vue médical. Ce qui ne signifie pas qu'elles soient inoffensives : les risques qu'elles font courir aux jeunes sur le plan psychologique sont indéniables, notamment par l'attitude de fuite devant la réalité et la tendance à se couper du réel qu'elles engendrent.

• Explications grossières et mensongères quand le PCF affirme que l'usage du haschich

amène inévitablement, par un phénomène d'escalade, à celui des drogues dures, alors que cela ne concerne que 3 à 5 % des fumeurs de haschich (qui, bien souvent, auraient de toute façon accédé aux drogues dures).

• Explications grossières trisant le ridicule quand le PCF, par la bouche de Juquin à France Inter le 15 février, va jusqu'à déclarer : « L'alcoolisme ne fait pas de ravages ou peu dans les rangs de la jeunesse, alors que la drogue frappe essentiellement ceux qui sont la graine de l'avenir ». Sans doute gêné de se voir rappeler que l'alcool tue 100 fois plus que la drogue dans notre pays, le PCF prétend qu'il est presque inoffensif dans la jeunesse. Hélas, ce bel optimisme est peut-être de nature à réjouir Ricard mais il est démenti par les faits : la revue *Esprit*, par exemple, dans sa dernière publication justement consacrée au problème de la drogue, rappelle que si la consommation domestique d'alcool (alimentation, plaisir) est en baisse chez les jeunes, la consommation toxicomaniacale (recherche de l'ivresse la plus rapide) est en progrès.

### Pour pourrir la jeunesse ?

Le caractère grossier des explications du PCF ne se limite

Qu'est-ce qui pousse soudainement le PCF à faire un tel tapage ?

**HIER  
LA DROGUE  
A TUÉ  
DEUX FOIS**

Surdoses mortelles à Nice et à Villeurbanne  
« Assez de complicités et de silences ! Il faut se battre ! »  
lance Pierre Juquin à Mme Monique Pelletier

Un jeune homme de vingt ans et une jeune femme de trente ans. L'un à...

Mais elle avait face à elle Juquin. Le bilan qu'il a de l'action du ministre de M...



pas à la description du phénomène drogue, il s'étend aussi à l'énoncé de ses causes.

Si l'usage de la drogue se développe dans la jeunesse, affirme le PCF dans sa campagne actuelle, c'est que Giscard en « favorise le développement » parce qu'il « préfère des jeunes qui se droguent, se désespèrent et se replient sur eux-mêmes, à des jeunes qui étudient, qui espèrent et qui luttent ». On assiste ainsi à une entreprise concentrée de la bourgeoisie qui tente de « pourrir la jeunesse » pour mieux la détourner de la voie de la lutte : la drogue, comme substitut moderne du réformisme à destination des jeunes, en quelque sorte. C'est ce que développe Zarka, secrétaire général du MJCF, pour qui la drogue est « une formidable arme sociale pour obtenir ce fameux consensus de la jeunesse par l'indifférence ».

Une telle analyse qui explique le développement de l'usage de la drogue parmi les jeunes par une volonté politique de la bourgeoisie d'annihiler ses capacités de lutte est malheureusement bien peu opératoire pour rendre compte des motivations propres des jeunes et qui les poussent à consommer de la drogue. Ces motivations sont certes multiples et différentes selon les jeunes mais celles que l'on rencontre le plus souvent sont d'une part un sentiment de curiosité, propre à l'adolescence, un attrait pour ce qui est interdit,

la recherche d'un plaisir réputé ; d'autre part la drogue apparaît comme un moyen d'échapper à l'ennui de la vie quotidienne, aux difficultés relationnelles au sein de la famille, un moyen de fuir l'incertitude de l'avenir.

Le discours actuel du PCF sur la drogue tend à passer sous silence cette réalité : le développement de la crise, qui, notamment avec le chômage et le développement du travail précaire, frappe lourdement les jeunes, conduit un certain nombre d'entre eux à préférer l'illusion d'un plaisir éphémère à la dure confrontation avec les difficultés de la vie que le capitalisme leur réserve. L'angoisse du lendemain, la perception d'un avenir sans espoir — contenu dans les limites étroites et étouffantes d'une société en crise et d'un monde où les bruits de botte se font de plus en plus insistants — accentuent cette envie de fuir la réalité.

Face à un avenir qui apparaît aussi peu porteur d'espoir, où aucune perspective crédible de transformation sociale ne semble se faire jour pour la grande majorité des jeunes, est-il nécessaire de faire appel à un vaste plan visant au pourrissement de la jeunesse pour expliquer le développement de l'usage de la drogue ? Celui-ci ne s'impose-t-il pas à l'évidence comme une des manifestations du profond malaise ressenti par les jeunes d'aujourd'hui ?

Le discours actuel du PCF lui permet d'évacuer ses propres responsabilités dans le désarroi existant dans une partie de la jeunesse. Il lui évite de s'interroger sur le rejet exprimé par les larges couches de la jeunesse à son endroit : faut-il s'étonner qu'il suscite peu d'enthousiasme parmi les jeunes, le parti qui se fait le plus ardent défenseur du programme nucléaire de la bourgeoisie, qui développe une campagne raciste contre les travailleurs immigrés, qui se fait le propagandiste zélé du régime soviétique et de ses interventions contre les peuples ?

### Jeunesse «saine» contre jeunesse «soumise» ?

Pour le PCF la situation de la jeunesse est claire et les camps nettement délimités : à une jeu-

nesse soumise, corrompue par les idées de désespérance ou la drogue, s'oppose une jeunesse saine, qui travaille, étudie, fait du sport (*«le sport développe les qualités physiques et morales... il forme des lutteurs»* s'extasie Marchais dans son livre *L'Espoir au présent*, encore *«sous le coup des émotions des Jeux Olympiques de Moscou»*). Cette jeunesse saine, le PCF l'appelle à lutter avec lui pour *«expulser»* (sic) la drogue des lycées, des facs, des quartiers. De la lutte contre la drogue à la lutte contre les drogués le glissement est facile. Quand Juquin déclare qu'en matière de lutte contre la drogue, *«quand la police et la justice ne fait pas ce qu'il faut, nous le faisons, comme dans tous les domaines, le chômage, l'insécurité, le logement, nous luttons»*, quand André Lajoinie appelle à *«stopper la progression du fléau par la résistance collective»* et précise que *«le fait d'être toxicomane ne peut permettre au délinquant d'échapper à la sanction»*, on voit apparaître ce que le PCF risque de privilégier dans son combat contre la drogue : l'appel à la délation, la répression contre les utilisateurs de drogue, l'amélioration entre l'usage de la drogue et la délinquance. C'est la même politique que celle poursuivie par la bourgeoisie depuis dix ans et qui a largement fait la preuve de sa totale inefficacité.

En effet on ne résoudra pas le problème de la drogue par la répression et la culpabilisation des jeunes. Le travail d'information, d'enseignement et de prévention déjà entrepris par de nombreux médecins et travailleurs sociaux doit être privilégié. De même que les efforts menés, dans des conditions souvent difficiles, pour mettre en œuvre une réelle politique de soins pour le traitement des jeunes intoxiqués par la drogue et qui veulent en sortir. Ce n'est sans doute pas en traitant d'*«irresponsables»* des médecins qui, comme le docteur Olivenstein, poursuivent depuis des années un tel effort, que le PCF fera progresser la lutte contre la drogue.

Mais cet effort resterait insuffisant s'il ne s'accompagnait pas d'une lutte pour peser sur ce qui est à l'origine du phénomène : le développement de la crise dans la jeunesse, le malaise qu'elle ressent face à cette société et à son avenir. Il s'agit de mettre en œuvre une toute autre logique que celle du PCF aujourd'hui : celle qui consiste à essayer de s'appuyer sur les aspirations des jeunes, sur leur rejet de l'ordre existant — même si celui-ci connaît des modes d'expression confus et contradictoires — pour construire avec eux une alternative positive à la crise de cette société. Dans ce cadre il importe de parvenir à mobiliser le plus grand nombre possible de jeunes en évitant de diviser la jeunesse entre une partie *«saine»* et une partie *«soumise»* parce que tentée l'usage de la drogue.

# DES CHIFFRES CONTRE L'INTOX

La toxicomanie (consommation d'alcool, de tabac, de médicaments psychotropes non prescrits ou de drogue) en France est un phénomène difficilement mesurable, ce qui laisse cours à toutes les interprétations : on le voit en ce moment avec la campagne du PCF qui tend à accréditer l'idée d'un «fléau de la drogue» qui menacerait de façon grave et définitive des pans entiers de la jeunesse.

Deux phénomènes au moins concourent à expliquer l'absence de chiffres précis et globaux, et partant l'obscurantisme qui prévaut : s'agissant des produits légaux, comme l'alcool et le tabac, ce sont bien sûr les énormes intérêts financiers en cause qui poussent à ce que les statistiques ne soient pas effectuées, ou plus souvent encore révélées. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à savoir qu'il existe en France 200 000 débits de boissons alcoolisées, que la somme dépensée en 1979 pour assurer la publicité des différents alcools a été de 274 millions de francs, et que les rentrées fiscales sur les alcools rapportent chaque année huit milliards de francs lourds à l'Etat, sans compter la TVA.

L'absence de chiffres globaux sur la consommation de drogue proprement dite s'explique d'une autre manière : considérés aux termes de la loi comme des délinquants, les usagers de drogue dissimulent évidemment leur consommation, rendant, par là, toute étude chiffrée impossible. Qui plus est, le gouvernement a, pendant longtemps, interdit toute enquête officielle sur le sujet : c'est ainsi qu'en 1971, l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) n'a pu enquêter que sur la consommation d'alcool et de tabac dans la jeunesse, toute question sur l'usage de la drogue lui étant interdite par les autorités.

Dans ces conditions, on en est réduit, la plupart du temps, à des chiffres parcellaires ou à des sondages.

## 100 fois plus de victimes de l'alcoolisme

On sait cependant le nombre

de victimes de l'un ou l'autre fléau. En 1979, un peu plus de 19 000 personnes sont mortes du fait de l'alcoolisme, sans compter les victimes indirectes, dans les accidents de la route par exemple. Ce chiffre est stationnaire depuis plusieurs années. La même année, toujours en 1979 donc, 117 cas de décès par «sur-dose» ont été enregistrés en France. Le chiffre peut paraître minime en regard de celui des victimes de l'alcoolisme, mais il faut remarquer qu'il est cependant en spectaculaire progression. Les statistiques officielles font en effet état de 1 mort par surdose en 1969, 5 en 1970, 11 en 1971, 6 en 1972, 13 en 1973, 29 en 1974, 37 en 1975, 59 en 1976, 72 en 1977, et 109 en 1978. Pour 1980, le chiffre serait de 172 décès.

Un autre chiffre tend à prouver une augmentation de la consommation de drogue : c'est celui de la répression policière. La police fait état de 5 013 arrestations pour *«usage ou trafic de stupéfiants»* en 1980, contre 3 839 en 1976. Sur dix ans, le nombre des arrestations a été multiplié par dix. Ces chiffres là doivent cependant être pris avec précaution, dans la mesure, d'une part, où ils n'établissent aucune distinction entre trafiquants de drogue (qui la plupart du temps ne «consomment» pas), usagers de drogues «dures» et usagers de drogues «douces», et où, d'autre part, ils traduisent surtout un accroissement de la répression policière\*. Celle-ci est particulièrement sensible depuis 1978, date de publication du rapport gouvernemental Pelletier.

## Dures et douces

Au-delà de ces chiffres, la campagne actuelle du PCF s'articule autour de deux idées principales : d'abord, le «fléau de la drogue» toucherait maintenant largement la jeunesse scolarisée (*«dans les lycées, il est aussi facile de se procurer du haschich qu'un paquet de cigarette»*, écrit *Révolution*), et ensuite la pente qui mène de la première consommation d'herbe à l'usage régulier de stupéfiants serait inexorable. *L'Humanité* publie ainsi un article évoquant la

consommation dans les lycées et illustre son propos, à la «une», d'une photo (prise aux Etats-Unis) d'une épave humaine réduite à se faire des piqûres d'héroïne dans les chevilles !

Avant de voir ce qu'il en est du phénomène de la drogue dans la jeunesse, il convient donc de faire une distinction entre drogues «douces», et drogues «dures». Le sujet est certes controversé, mais il semble cependant qu'on peut en donner les définitions suivantes : les drogues «douces» sont des drogues qui n'entraînent ni dépendance, ni assuétude. On peut donc cesser d'en prendre sans éprouver de «manque», de la même manière qu'on n'est pas obligé d'augmenter les doses pour obtenir les mêmes effets. Le seul danger réel de telles consommations tient au déséquilibre psychologiques et affectifs créés. A l'inverse, la consommation de drogues «dures» entraîne mécaniquement une accoutumance : c'est le cas de l'héroïne, des amphétamines, ou des barbituriques. Il n'est donc pas honnête de mettre sur le même plan les deux grandes catégories de drogues et leurs usagers.

Mais n'y a-t-il pas cependant un chemin qui mène de l'un à l'autre ? Ce n'est pas ce qui ressort des études réalisées. Ainsi, selon le docteur Curtet, *«il n'y a que 2 ou 3 % de fumeurs de haschich qui deviennent héroïmanes, alors que 30 à 40 % des intoxiqués aux drogues dures n'ont jamais été auparavant des fumeurs de cannabis...»*. Même chiffres au centre Marmottan, spécialisé dans le traitement des toxicomanes : *«Dans nos statistiques, 95 % des fumeurs de haschich ne succombent jamais à l'escalade»*.

Quoi qu'on pense par ailleurs de leur geste, il y a, là encore, une grande malhonnêteté à présenter les jeunes qui «fument» comme de futurs et irrécupérables drogués.

## « Pour voir »

Les jeunes, et particulièrement les jeunes scolarisés, sont-ils finalement aussi nombreux que cela à « fumer » ? Deux enquê-

La drogue a fait 172 victimes directes en 1980, l'alcool en a fait 19 000 la même année ; 1,1 % des lycéens consomment régulièrement des drogues douces : les chiffres vont à l'encontre de la campagne du PCF.

tes fiables permettent de fournir des éléments de réponse. La première a été réalisée par l'INSERM pendant deux ans, en 1978 et 1979. Elle indique que 16 % des jeunes estiment que les drogues douces sont sans danger en prise occasionnelle, tandis que 3 % seulement pensent qu'elles sont *«inoffensives»*, même avec un usage régulier. Par contre, 60 % soulignent *«la détérioration physique et mentale»* à laquelle s'exposent ceux qu'on appelle «les drogués», et 25 % mettent l'accent sur leur *«dépendance»*. Plus de 80 % des jeunes apparaissent ainsi hostiles à la drogue.

Cette conclusion est largement confirmée par un sondage réalisé en 1980 pour le compte des «dossiers de l'étudiant» auprès de 3 650 lycéens *«représentatifs de la population lycéenne»*.

Seulement 1,1 % des lycéens interrogés déclarent consommer du haschich régulièrement, 8,7 % *«de temps en temps»*, et 9,6 % déclarent *«avoir essayé une fois, pour voir»*.

A l'inverse, 80,4 % des lycéens n'ont jamais consommé une quelconque drogue. Il s'agit là, bien sûr d'un chiffre moyen : en fait, le pourcentage de ceux qui n'ont jamais essayé décroît régulièrement au fur et à mesure que s'avancent les études, puisque «seuls» 62 % des étudiants sont dans ce cas. «Fumer pour voir» ? Oui, relativement beaucoup le font, mais cela s'arrête là. A preuve le fait que 98,4 % des jeunes interrogés affirment n'avoir jamais consommé une drogue dure.

Ces quelques chiffres n'infirment pas l'idée d'un développement de la consommation de drogue, mais ils tendent simplement à resituer le phénomène à sa juste place. Une place importante, certes, au même titre que ce fléau de l'alcoolisme. N'oublions pas en effet que si 1,1 % des lycéens consomment régulièrement du haschich, 8 % déclarent boire «plusieurs verres d'alcool par jour».

\* Notons au passage que le nombre d'immigrés interpellés pour *«trafic ou usage de stupéfiants»* est inférieur à la moyenne nationale.

# APARTHEID NON !

La direction du PCF poursuit sous différentes formes sa campagne contre les travailleurs immigrés.

De nombreuses associations de personnalités, de militants syndicaux et politiques ont pris position publiquement pour dénoncer ces agissements. Beaucoup pensent qu'il faut aller plus loin, qu'il faut s'opposer concrètement à la dangereuse politique du PCF en direction des immigrés. Des initiatives sont prises dans ce sens. Nous en rendrons régulièrement compte dans nos colonnes.

## ASSISES SUR L'IMMIGRATION A VITRY LE 28 FEVRIER

Le collectif pour les assises organise la réflexion, l'enquête, le débat, la recherche d'objectifs concrets de lutte.

C'est avant le coup d'éclat de la municipalité contre le foyer de la rue des Fusillés que l'idée d'assises sur l'immigration a été lancée à Vitry.

Evidemment les événements de la fin décembre ont donné une impulsion nouvelle à cette initiative et en ont considérablement accéléré la préparation.

Réunion de débats, de témoignages, ces assises doivent être — c'est le vœu de leurs organisateurs — un point de départ, un lieu d'où sortira des perspectives concrètes de mobilisation.

L'IDEE a été lancée début décembre par des militants syndicalistes, politiques, des anti-racistes, militants du mouvement associatif, des Fran-

çais, des immigrés. Ensemble, ils ont décidé de travailler pour tenir des « assises locales pour la solidarité et l'amitié entre travailleurs et familles de toutes nationalités ».

Le coup de force de la municipalité contre les 300 maillens du foyer ADEF a bien sûr donné une dimension nouvelle à cette initiative. Un collectif s'est constitué et a reçu l'appui de nombreuses organisations. A quinze jours des assises, des personnalités, des responsables de la CFDT, de la MTI, de la FASTI, du CLAP, d'Amnesty International, du MAJ, des militants du MRAP, des sociologues du CNRS ont annoncé leur participation. Quelques militants de la CGT et du PCF ont fait part de leur intention de se rendre à Vitry ce jour-là. Tout indique, à l'heure qu'il est que ces assises rassembleront beaucoup de monde. Le symbole que représente désormais Vitry y est sans doute pour quelque chose. Le dynamisme, le sérieux, l'esprit d'ouverture et la volonté d'aller au fond des problèmes manifestés par les initiateurs en sont certainement les raisons profondes.

• Les assises locales pour la solidarité et l'amitié entre travailleurs et familles de toutes nationalités sont organisées par le « Collectif pour les assises » soutenu par Amis d'histoires de banlieue — Amis de la Terre de Vitry — PS avec le groupe des élus socialistes de la municipalité — PSU — PCR — UL CFDT — LICRA — LCR — PCML — FA — Groupe femmes d'Ivry-Vitry — Radio-Clameur — Rock against Police.

• Les assises auront lieu le samedi 28 février, salle Montesquieu, angle rues Pasteur et Fourier. SNCF gare de Vitry. Bus 180, arrêt Vitry-gare.

• La partie artistique sera assurée par Paco Ibanez et Djamel Allam.

• Le film « ils ont tué Kader » sera projeté.

Par Gérard PRIVAT



### Des perspectives concrètes

D'abord, ces assises veulent être un lieu de rencontre des différentes communautés. L'aspect témoignage, relation du vécu quotidien aura donc toute sa place. Mais les organisateurs soulignent la nécessité de déboucher sur des perspectives concrètes.

Trois groupes de travail ont commencé à défricher les problèmes.

Le premier a travaillé sur les jeunes et sur l'école. Les jeunes immigrés, ceux dit « de la deuxième génération », ceux qui sont nés en France, vivent parfois des situations difficiles. Partagés entre le milieu traditionnel encore très vivant et les réalités qu'ils vivent chaque jour en dehors de chez eux, pour eux le « retour au pays », ça ne veut pas dire grand chose. Ils sont surtout à la recherche d'une identité nouvelle et cela n'est pas sans poser de nombreux et complexes problèmes. Il y aura matière à réflexion là-dessus aux assises.

Sur l'école, les choses avancent. Un questionnaire relativement détaillé a été distribué à une centaine d'enseignants de Vitry du SGEN, du SNI, du SNES ou non-syndiqués. « Le groupe », indique un professeur, n'est parti d'aucun a priori. On ne sait pas ce qu'il en est à l'heure de ces fameux retards scolaires. On veut connaître cette réalité de manière approfondie. Comment le faire mieux que de mettre à contribution ceux qui sont confrontés à ces problèmes tous les jours ? D'où viennent les retards s'il y en a ? Dans quelles

matières ? Comment se manifestent-ils ? Les références aux différentes cultures constituent-elles des obstacles ? En quoi ? N'est-il pas possible au contraire de s'en servir pour un enrichissement mutuel, de quelle manière le faire ? La liste des questions n'est pas limitative. Le souci de la précision est ici évident. C'est une synthèse de cette enquête qui sera présentée aux assises et des propositions sortiront sans nul doute de ces travaux.

### Les droits des immigrés

Le second groupe travaille sur les droits des immigrés : droit au travail, droit au logement, droits sociaux et politiques.

C'est ce groupe qui concernait plus directement les syndicalistes. L'UL CFDT par exemple a pris toute sa place dans ce

travail. Sur la demande des sections, une réunion a été convoquée par l'UL, un tract a été rédigé pour répondre à la municipalité et dénoncer l'amalgame scandaleux opéré entre la CFDT et la CFT. Sur la lancée, la participation aux assises est apparue comme allant de soi. Le tract d'appel a été diffusé par les sections à Rhône-Poulenc, au dépôt SNCF, à l'EDF, à la STEF, sur les chantiers de construction et par le SGEN. A la STEF, les militants vont appeler les travailleurs à une assemblée générale pour permettre à des membres du collectif pour les assises de venir expliquer le sens et les raisons de cette initiative.

Il y a sur Vitry, un très réel problème d'emploi. Le départ de Tréfilimétaux et de la verrerie n'a fait qu'aggraver les choses. Pour les immigrés, le problème est encore plus aigu. Leur nombre dans les usines est en diminution. Devraient-ils pour cette

raison, comme le propose par exemple pour sa commune le maire PCF de Dammarie-les-Lys partir de la commune parce qu'ils y ont perdu leur emploi ? Les patrons leur suppriment leur emploi, les municipalités du PCF leur suppriment le logement. Une sorte de répartition des tâches, en somme...

### Y a-t-il des ghettos ?

Autre aspect du logement des immigrés, les fameux ghettos. Y a-t-il des ghettos à Vitry ? Depuis 1976, l'OPHLM municipal refuse des logements aux immigrés, on vient de l'apprendre. On a aussi appris que l'amicale de locataires (dirigée par le PCF) de la cité Balzac avait déposé une dizaine de plaintes à la police contre les familles immigrées, encouragée en cela par le PCF qui appelait par voie de tract à

cette pratique, et ceci avant l'affaire dite « du bulldozer ».

Au-delà de ces pratiques révoltantes, les organisateurs des assises veulent examiner en profondeur ce problème des ghettos. Des sociologues connaissant bien ces problèmes participeront à cette réflexion. Un militant, déjà, parle d'une expérience qu'il connaît : « Dans le quartier du plateau, il y a une très forte concentration d'Espagnols. Pourtant, le PCF ne parle pas de ghetto. Ils ont leurs activités, ils se retrouvent ensemble, ils ont une maison, « la casa d'España ». Sans vouloir copier mécaniquement, pourquoi, on n'essaierait pas d'aller dans cette voie pour les autres communautés ? Pourquoi ça ne marcherait pas ? » Pourquoi pas en effet ? En fait, il semble bien que la municipalité ait une attitude tout à fait différente avec cette communauté espagnole. Encore une question intéressante à exami-

ner. Les droits sociaux, les droits politiques fourniront aussi leur lot de questions à approfondir.

### Femmes immigrées

Un autre groupe a travaillé sur le problème des femmes immigrées. Il est toujours difficile d'établir des catégories très précises dans ce domaine mais cependant, le groupe de travail a avancé à partir de trois types de femmes connaissant à la fois des problèmes semblables mais également des problèmes assez différents :

— Il y a les jeunes filles de la seconde génération pour qui parfois, l'avenir est envisagé sous l'aspect d'un drame. S'agit-il de s'insérer dans le système social français ? Les contraintes de tous ordres et notamment familiales jouent beaucoup plus que pour les garçons. D'autre part, la perspective d'un retour dans un pays qu'elles ne connaissent pratiquement pas les effraie. Ce qu'elles savent sur la place qu'elles y auraient ne les enchantent pas, c'est le moins que l'on puisse dire.

Pour les jeunes femmes insérées, qui souvent travaillent et sont mariées, les problèmes se posent de manière sensiblement différente.

Enfin, il y a les mères de familles, d'un certain âge, d'une immigration déjà relativement ancienne. Elles participent à leur manière à la vie, aux mobilisations. Des militants ont été surpris de voir la place que plusieurs d'entre elles prenaient dans la protestation qui avait suivi l'assassinat du jeune Khader.

A partir de ce pré-travail, les assises devraient permettre d'aller plus loin et surtout de définir des perspectives pour susciter la participation des femmes immigrées à partir aussi de leurs problèmes et de leurs préoccupations.

D'ores et déjà, ces assises sur l'immigration s'annoncent comme riches en débats, en témoignages, en réflexion, en perspectives d'action. Sur Vitry, l'impact de cette initiative est important.

Ce travail en commun de militants de différentes sensibilités politiques est porteur d'avenir. Déjà, il a permis que se concrétisent des initiatives qui, à un moment ou un autre, avaient été discutées mais n'avaient pas encore connu d'application. Il va dans le sens du regroupement des forces pour la définition de perspectives nouvelles. ■



## PROTESTATIONS A Ste-GENEVIEVE-DES-BOIS CONTRE LES TENTATIVES D'EXPULSION DE FAMILLES IMMIGRÉES PAR LA MUNICIPALITE

**A Sainte-Geneviève-des-Bois aussi, la municipalité à direction PCF est passée aux actes contre les travailleurs immigrés. Mêmes « arguments », mêmes affirmations approximatives... Là-aussi, on veut se débarrasser des immigrés pour loger « en priorité absolue les enfants des Génovéfains » (1).**

**Une dizaine d'associations ont vivement réagi à l'offensive de la municipalité. Parmi elles, l'ACAFI (Association culturelle d'amitié Français-immigrés) (2).**

**D**EUX articles publiés successivement dans les éditions de novembre et décembre 1980 du luxueux bulletin municipal *Votre ville* ont commencé à inquiéter des militants de plusieurs associations. Dans ces articles, la municipalité ne cachait pas son désir de voir partir d'une façon ou d'une autre les familles immigrées qui logent actuellement dans les cités St-Hubert et Louis Pergaud ainsi que celles qui vivent dans les quarante logements des deux cités de transit rue Grimaud et rue Montesquieu. Les logements ainsi « libérés » devraient être affectés, en « priorité absolue » aux enfants des Génovéfains.

Pour parvenir à ses fins, et ainsi, affirme-t-elle, « améliorer l'habitat », la municipalité propose six mesures :

« 1) Réduire progressivement, mais absolument, la concentration actuelle des immigrés à Saint-Hubert.

2) Réserver en exclusivité les logements disponibles aux en-

fants des Génovéfains, qui souhaitent y demeurer.

3) Il faut obtenir l'affectation à la commune de la totalité des logements HLM, condition absolue pour mettre un terme à l'arrivée de nouveaux immigrés et satisfaire les demandes de logements en instance.

4) Il faut lutter pour imposer au gouvernement une répartition équitable des travailleurs immigrés entre toutes les communes.

5) Il faut, comme prévu dès l'origine par convention officielle, fermer les cités de transit et les transformer en appartements HLM ordinaires réservés aux seuls enfants des Génovéfains.

6) Il faut obtenir la participation du Fond d'Action Sociale (réservé aux immigrés), pour compenser les charges supportées par la commune. »

On peut difficilement être plus clair dans les intentions : les immigrés doivent partir !

Bien sûr, de tels arguments ont soulevé une vive émotion parmi les militants de nombreu-

ses associations de Sainte-Geneviève. Parmi elles, l'ACAFI s'est très rapidement mobilisée à propos de cette affaire. Depuis plusieurs années, cette association développe son activité sur les cités St-Hubert-Pergaud. Les problèmes qui s'y posent lui sont bien sûr très connus. Des débuts de solutions ont été d'ailleurs mis en œuvre ; des activités diverses y sont organisées : alphabétisation, ciné-club... Inutile de dire que la municipalité s'est toujours ingéniée à multiplier les obstacles pour empêcher au maximum le fonctionnement autonome de cette association.

### Lettre ouverte

Des contacts pris avec d'autres organisations comme l'UL-CFDT, le MRAP ou la Ligue des Droits de l'Homme, il ressortait qu'il n'était pas possible de laisser passer sans rien dire les dangereuses initiatives municipales à propos du logement des immigrés.

C'est finalement, un large regroupement d'associations qui décidait de rédiger une lettre ouverte au conseil municipal. Dans cette lettre, il est notamment indiqué :

« (...) En premier lieu, nous avons été indignés par le ton volontairement alarmiste et excessif de ces articles. (...) Quant aux expressions « résultats désastreux », « conséquences désastreuses sur la vie quotidienne », « vie sérieusement perturbée », tous en rapport avec la présence

d'immigrés sur le quartier, nous ne pouvons que les déplorer et constater qu'elles exagèrent une situation et favorisent les idées xénophobes et racistes, suffisamment répandues, au lieu d'encourager les diverses nationalités à vivre ensemble. (...)

(...) Nous sommes surtout très perplexes sur la portée profonde de ces articles.

Pourquoi les 100 appartements de la cité de transit revêtent-ils soudain une telle importance, en face des 3 222 appartements HLM de Sainte-Geneviève-des-Bois ? Les locataires de ces cités ne payent-ils pas leurs impôts locaux et ne participent-ils pas ainsi aux dépenses collectives ? (...)

(...) Dans ce pays nous aimerions savoir au nom de quelles lois les HLM doivent être « réservées aux seuls enfants de Génovéfains » et quels sont les critères qui permettent d'accéder à cette catégorie privilégiée. (...) »

Plusieurs milliers d'exemplaires de cette lettre ont été distribués sur le marché et dans les boîtes à lettres.

Afin de porter le débat plus largement au niveau de la ville, les signataires demandent la publication de leur lettre dans le bulletin municipal. En cas de refus, ils indiquent qu'ils ont d'ores et déjà envisagé les actions nécessaires pour s'opposer aux sinistres projets de la municipalité. ■

(1) Génovéfains : habitants de Ste-Geneviève-des-Bois.

(2) ACAFI : 14 rue d'Holbach, résidence St-Hubert, Ste-Geneviève-des-Bois.

# LA «CAROTTE» ELECTORALE

Un sondage pré-électoral tous les trois jours en janvier... Dans «*La République des sondages*», Alfred Max conclut à la fiabilité de telles enquêtes. Mais en est-il de même pour les sondages qui prétendent révéler à l'opinion ce qu'elle pense ?

Il y a ceux qui y croient, et ceux qui n'y croient pas, mais personne n'y échappe : les sondages sont là. Depuis le mois de septembre, l'IFOP, la SOFRES, Public SA, Louis-Harris-France, Indices Opinion nous gratifient d'un sondage mensuel sur les intentions de vote aux présidentielles. Depuis janvier, Publimétrie s'est mis de la partie. Six « photographies » mensuelles donc, auxquelles viennent s'ajouter les deux « côtes de popularité » traditionnelles de l'IFOP et de la SOFRES.

Et ce n'est pas tout, puisqu'à ces enquêtes d'ampleur nationale viennent se conjuguer des sondages plus délimités : c'est ainsi qu'à la demande du journal *La Croix*, la SOFRES a pu établir que le nombre de catholiques votant pour Giscard serait supérieur à la moyenne globale, tandis qu'un sondage de l'institut Iserco réalisé pour *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* concluait à une érosion du vote gaulliste dans la région alsacienne. Au total, un sondage pour les présidentielles tous les trois jours durant le seul mois de janvier !

C'est dans cette période particulièrement bénéfique pour les instituts spécialisés (à 80 000 ou 100 000 francs le sondage national) qu'Alfred Max, actuel président de l'IFOP après avoir été l'un des collaborateurs du pionnier Gallup, publie un petit livre intitulé *La République des sondages*. On l'aura deviné, il s'agit là d'un plaidoyer solide et bien souvent convaincant.

La technique des sondages électoraux — car c'est d'eux qu'il s'agit ici, bien qu'ils ne forment qu'une partie du travail des instituts — a fait ses preuves de longue date. Depuis 1936 très exactement. Cette année-là, un grand hebdomadaire américain avait prédit, sur la foi de quelques 2 millions de réponses reçues de ses lecteurs, la victoire du sénateur Landon aux élections présidentielles. Georges Gallup, en interrogeant seulement 1 500 personnes, mais « représentatives des différentes catégories de la population », avait envisagé la victoire de Roosevelt. Ce qui arriva. En France, la pratique des sondages électoraux ne prit son essor qu'en 1965, après que l'IFOP eut, contre toute attente, évalué de façon correcte le score flatteur de Mitterrand au premier tour des présidentielles.

Par Nicolas DUVALLOIS

## Réfutations

La concordance relative entre le résultat des enquêtes et les résultats électoraux effectifs, telle est bien la principale réponse apportée par les instituts de sondages à leurs détracteurs. Les objections existent cependant, et Alfred Max essaie d'y répondre. Michel Debré, par exemple, voit dans le fort pourcentage (autour de 20 %) d'indécis actuellement décelé, une preuve de la relativité des sondages. « *Que je parvienne à convaincre ces indécis, et je serai présent au second tour* », disait-il récemment. Hélas pour lui, l'étude de tous les sondages électoraux, en France comme ailleurs, traduit la même évolution : d'abord nombreux, les indécis se ventilent, progressivement et de manière sensiblement égale, derrière tous les candidats importants.

Une autre objection, beaucoup plus sérieuse, a cours : les sondages se seraient trompés en 1978. De fait, ceux-ci accordaient au Parti Socialiste entre 26 et 28 %, et celui-ci n'a obtenu « que » 22 % des suffrages. A cela, Alfred Max objecte que les sondages pris en compte avaient été réalisés entre 8 et 10 jours avant les élections, la loi interdisant toute publication dans la dernière semaine. Or, deux sondages « privés », effectués pour le compte de formations politiques non-précisées, ont montré, dans la dernière semaine, une nette régression du PS, celui-ci n'ayant plus que 24 % des intentions de vote l'avant-veille du scrutin. Photographies des intentions de vote à un moment donné, les sondages n'auraient donc pas, en 1978, failli.

## Infaillibles ?

Seraient-ils donc infaillibles ? Evidemment pas. Jusqu'ici, la preuve en a été régulièrement fournie par la minorisation des intentions de vote qui vont au PCF. En 1969, la plupart des sondages « sérieux » accordaient à Jacques Duclos de 16 à 19 % des intentions de vote : il a

obtenu 21,5 % des voix. Mais le phénomène est précis, et aisément explicable ; interrogé par des enquêteurs, certains électeurs hésitent à avouer un vote jugé comme « extrémiste », alors qu'ils pratiquent sans problème ce vote dans le secret de l'isoloir. Mais un élément nouveau est intervenu, qui pourrait bien faire évoluer cette traditionnelle minorisation des intentions de vote du PCF : depuis quelque temps, les enquêteurs présentent aux « sondés » un jeu de bulletins semblables aux bulletins de vote, et leur demande de déposer leur bulletin de leur choix dans une urne. De la sorte, certaines hésitations pourraient tomber.

Au regard des réponses fournies par Alfred Max à quelques-unes des objections les plus couramment formulées, il est difficile de nier la représentativité des sondages pré-électoraux, pour autant qu'on les comprenne bien comme une photographie des intentions de vote à un moment donné, et non comme un pronostic.

## Qu'est-ce que «l'opinion publique» ?

On ne saurait cependant ignorer que les intentions de vote ne constituent qu'une faible partie des sondages, et force est de constater que «*La République des sondages*» reste singulièrement floue sur l'essentiel, à savoir la capacité des sondages à retracer, ne serait-ce que dans un moment délimité, « l'opinion des Français ». Les sondages instruments d'analyse politique ? Pour une part, sans doute, mais sans plus. A preuve cette surprenante affirmation d'Alfred Max : il aurait été intéressant dit-il, de savoir qui sont ces 4 % d'électeurs qui en 1978, après avoir affirmé qu'ils voteraient PS, ont finalement choisi de voter à droite. Certes. Un sondage eut été nécessaire. Il était possible. Mais selon Alfred Max, « *il aurait fallu un échantillon de population de taille très importante (...) et seuls des fonds considérables auraient pu financer cette étude* ». Elle

Un sondage « le Quotidien de Paris » - Indice-Opinion

M. Mitterrand devancerait M. Giscard d'Estaing

6 janvier

au second tour

UN SONDRAGE « IFOP-LE POINT »

M. Giscard d'Estaing reste largement en tête

Le 5 janvier

Le sondage réalisé par l'IFOP du 18 décembre 1980 au 2 janvier 1981 auprès d'un échantillon de 3 837 personnes

Selon un sondage « l'Express » - Louis-Harris

M. GISCARD D'ESTAING EST EN NET RECUL

14 janvier

Selon le sondage mensuel « France-Soir »-IFOP

LA COTE DE POPULARITE DE M. GISCARD D'ESTAING EST AU PLUS BAS

Le sondage mensuel de janvier 1981

Si l'élection a lieu actuellement Giscard d'Estaing perdrait

MM. GISCARD D'ESTAING ET MITTERRAND SERAIENT A EGALITE AU SECOND TOUR

Un sondage « le Quotidien de Paris » - Indice-Opinion

M. GISCARD D'ESTAING DEVANCE DE NOUVEAU M. MITTERRAND

24 janvier

Toutes les cautions revancardes

Public S.A. - « Paris-Match »

à M. Marchais, il recueille 66 % des intentions de vote (contre 70 % en lice au second tour - 65 % le 15 janvier).

Cinq sondages portant sur les intentions de vote ont été réalisés au mois de janvier, avant donc l'annonce de la candidature Chirac et les nouveaux contours de l'action du PCF. Réalisés par Louis-Harris-*L'Express*, Indices Opinions-*Le Quotidien de Paris*, l'IFOP-*Le Point*, Public SA-*Paris-Match*, et Publimétrie-*Minute*, ils donnent les résultats suivants :

Giscard : entre 28 et 34 %  
Mitterrand : entre 21 et 25 %  
Marchais : entre 15 et 16 %  
Chirac : entre 8 et 14 %

n'a donc pas été faite. Surprenant, au vu de l'importance du problème politique considéré... Surprenant aussi la manière dont Alfred Max élude une série de questions pourtant décisives quant à l'appréciation des sondages comme moyen de connaître « l'opinion publique ». Ainsi est-il fort peu fait allusion à ces fameux « biais », questions posées sous une telle formulation qu'elles guident implicitement la réponse de la personne interro-

gée : tout au plus Alfred Max admet-il, à titre d'exemple, que poser la question de savoir si Mitterrand est « un homme politique du passé qui a atteint le sommet de sa carrière et dont le rôle devrait aller en diminuant » revient à influencer la réponse du « sondé »... De la même manière, au nom de la complexité mathématique du problème, le flou est entretenu sur ces mystérieux « coefficients de redressement » qui servent parfois à « corriger » les résultats bruts d'une enquête. Enfin, le président de l'IFOP n'apporte guère d'explications convaincantes sur la nouvelle pratique de son institut qui consiste à identifier nominalement les questionnaires d'enquête, provoquant ainsi un évident danger de fichage des citoyens, d'autant plus important que « 1 ou 2 % de la population est interrogée chaque année en France ».

«*La République des sondages*» de Alfred Max  
Collection Idées-Gallimard  
190 pages

# QUE SE PASSE-T-IL DANS LES CENTRES IVG ?

## Une nouvelle bataille pour le droit à l'avortement ?

Depuis vendredi 13 février, le centre d'orthogénie de l'Hôtel Dieu de Lyon, principal centre d'IVG (Interruption volontaire de grossesse) du département est en grève totale et illimitée. Deux jours avant, c'étaient les dix médecins du CIVG de Tours qui décidaient de ne plus prendre de rendez-vous. De telles grèves sont sans précédent en France. Pour quels motifs des décisions aussi radicales ont-elles été prises ?

**D**ANS les deux cas, la tournure des événements n'est certes pas la même. A Lyon, dans le centre d'orthogénie de l'Hôtel Dieu, qui assure la moitié des interruptions volontaires de grossesse de la région, la grève fait l'unanimité, médecins, intervenants, conseillers conjugaux du Planning Familial, bref, tout le service dénonce la résiliation partielle des contrats des médecins et « insuffisance des moyens accordés au centre qui empêche la pleine application de la loi Veil ».

A Tours, si les médecins ont cessé leur grève, ce n'est pas que leurs revendications soient satisfaites ; la direction, dès l'origine de la grève, a en effet mis en place un nouveau CIVG dépendant du service de gynécologie-obstétrique. Mais le personnel qui a été muté, n'est pas réintégré et au-delà de cette mesure, c'est toute l'ancienne équipe du CIVG qui a été démantelée.

### Vers une nouvelle bataille pour le droit à l'avortement ?

La loi Pelletier, qui en 1979 a rendu définitive les dispositions de la loi Veil, reconnaît à la femme le droit de décider librement de son avortement si elle s'estime « en état de détresse », mais fixe d'importantes restrictions à l'exercice de ce droit. La bataille pour la liberté de l'avortement se situe aujourd'hui à un autre niveau : le Planning Familial notamment, ne se satisfait pas d'une loi qui fixe de façon extrêmement stricte le délai légal durant lequel une IVG est autorisée, alors que les démarches

imposées par cette loi rendent difficile le respect de ce délai de dix semaines. De plus, le gouvernement a fixé arbitrairement des quotas d'avortement par région. Enfin, indépendamment des restrictions « légales », c'est toute une série d'obstacles qui sont opposés par l'administration au bon fonctionnement des centres IVG.

Ce sont ces difficultés qui sont aujourd'hui au centre des mouvements actuels dans les centres, à Lyon comme à Tours.

### L'étranglement des centres IVG lyonnais

En juillet 1979, le préfet ordonne la fermeture de la clinique « de la Tête d'Or » à Lyon qui aurait dépassé les normes. L'hôpital de la Croix-Rousse qui devait prendre le relais n'a toujours pas ouvert de centre d'orthogénie et sa direction a même réussi, en faisant jouer la clause de conscience, à repousser de six ans l'application de la loi.

A l'Hôtel Dieu, la direction des Hospices Civils de Lyon (HCL) vient de résilier les contrats annuels des 12 médecins du CIVG pour les faire passer du statut de contractuel à celui plus précaire d'attaché et du même coup réduire de moitié leurs honoraires. Nouvelle attaque qui vient s'ajouter à une insuffisance de moyens qui procède selon les médecins d'une volonté délibérée de la direction des HCL, encouragée par le ministère de la Santé, de faire disparaître à terme le centre. Il n'y a pas assez d'infirmières et de secrétaires et ce centre, où 200 IVG sont pratiquées chaque mois n'a même pas la possibilité de faire des

anesthésies générales ou de prendre en charge des interruptions thérapeutiques de grossesses.

### La bande du professeur Sotoul

A Tours le conflit se situe en parallèle du fameux « procès Sotoul ». Ce professeur avait accusé les médecins du CIVG de ne « pas respecter les dispositions de la loi sur l'information et la dissuasion des candidates à l'avortement » et reproché au personnel du centre « un parrainage du planning familial qui est nettement politisé ». Suite à ces déclarations les médecins du CIVG intentèrent à Sotoul, en novembre 1979, un procès en diffamation que la cour d'appel

Suite page 12



## «Le gouvernement tente de saboter le fonctionnement des centres d'orthogénie»

### Interview d'un médecin du centre d'orthogénie de Tours

Propos recueillis par Didier DELORME

► L'équipe du CIVG de Tours proteste contre les « tentatives de reprise en mains » du centre par l'administration de l'hôpital. Comment se sont manifestées ces pressions ?

A partir du moment où les médecins du centre ont décidé d'intenter un procès au professeur Sotoul, l'administration a exercé des pressions sur le personnel paramédical. En juillet une aide-soignante a été poussée

à la démission en deux jours. Suite à l'arrivée des infirmières, elle avait eu beaucoup de mal à trouver sa place dans l'équipe, mais on a provoqué sa dépression et elle a dû partir.

Toujours en juillet, un médecin a été obligé de démissionner. Il avait fait une erreur de terme de grossesse, de même que le service de gynécologie qui avait envoyé la femme au CIVG. Une telle erreur arrive assez fréquemment. La direction a monté alors une sombre affaire, le

menaçant de le faire passer devant le conseil de l'ordre et de lui interdire de pratiquer la médecine. Le médecin a préféré démissionner.

Enfin, depuis fin novembre, l'administration qui convoquait les infirmières toutes les semaines pour faire des rapports, les appelle quotidiennement et note tous les petits faits et gestes des personnes du service. En janvier, presque tous les jours un rapport attaquait le service.

Suite page 12

Suite de la page 11

## Une nouvelle bataille pour le droit à l'avortement ?

d'Orléans vient de mettre en délibéré.

Depuis, les attaques contre le CIVG n'ont cessé de pleuvoir et le professeur Sotoul, chef de service de gynécologie, tente aussi de prendre la direction du CIVG.

A la veille du procès en appel, la direction décidait de muter les deux salariés para-médicaux les plus anciens du service. C'est l'origine d'une grève qui visait aussi à protester contre les interdictions faites au médecin de se réunir avec les para-médicaux, contre les nominations de personnels hostiles à l'avortement, et la remise en question du rôle de l'accueil pratiqué par l'équipe du CIVG.

En raison de l'importance des acquis de ce CIVG et du soutien dont son équipe bénéficie tant auprès du Planning Familial que des syndicats CGT et CFDT, que des groupes femmes, etc, la direction a garanti que Sotoul « n'aurait pas droit de regard sur le nouveau centre IVG ». Néanmoins, elle a réussi à casser une équipe qui se battait pour l'extension de la loi Pelletier ou simplement pour son application la plus large.

## De dramatiques conséquences

La gravité des attaques portées contre les centres de Tours et Lyon est telle que les médecins ont été acculés à la grève totale — comme nous le déclarait un médecin de Tours « les mesures prises par la direction nous auraient conduit à terme à ne plus pouvoir travailler dans le centre ». Par tous les moyens, le gouvernement cherche à restreindre le nombre d'IVG. Il est aidé en cela par les mandarins et toute une fraction du corps médical hostile aux pratiques libérales de certains CIVG.

C'est ainsi que des centaines de femmes sont contraintes à l'avortement clandestin ou à l'étranger. Le Planning Familial du Rhône précise qu'en 1980, 1 500 femmes de la région lyonnaise ont avorté en Angleterre. Les statistiques britanniques attestent que les IVG pratiquées chez eux sur des Françaises ont augmenté de 75 à 100 % depuis février 1980.

Faute de pouvoir payer les 3 000 F que coûtent de tels IVG, 1 500 femmes de la même région ont avorté clandestinement.

Le scandale des avortements à la chaîne dans les cliniques privées comme celle de « la Pergola » n'est qu'une autre conséquence. Le remboursement des IVG par la sécurité sociale et la suppression des normes arbitraires constituent les meilleurs moyens de stopper les trafics financiers et de permettre le strict respect d'une loi déjà fort restrictive.

D.D.

Suite de la page 11

## «Le gouvernement tente de saboter le fonctionnement des centres d'orthogénie»

### ► Quelles sont les conséquences de ces mesures ?

Pratiquer des avortements implique un travail d'équipe, il faut que chacun puisse soutenir psychologiquement les femmes qui viennent se faire avorter comme celles qui veulent conserver leur enfant. Elles ont en effet besoin, non pas qu'on les aide à prendre une décision, mais qu'on les écoute.

Un nouveau service est en train d'être mis en place dont le professeur Sotoul n'aura pas la direction. Ce service ne pratiquera sans doute pas systématiquement la dissuasion : une grande majorité des femmes désireuses d'interrompre leur grossesse pourront être avortées à Tours. Mais la direction du service ne fera aucun zèle pour respecter la loi jusqu'au terme ultime de dix semaines de grossesse : au-delà de neuf semaines on ne donnera plus de rendez-vous sous prétexte que lors de l'intervention les délais seront dépassés. Ensuite les médecins formés par l'équipe de monsieur Sotoul vont certainement avoir des appréciations personnelles de la détresse des femmes. N'ayant pas une attitude d'écoute, ils pourront largement influencer sur la décision des femmes qui viennent au CIVG. Toute la formation des gynécologues leur inculque que l'avortement entraîne la stérilité. Et le professeur Lansac, nouveau directeur du service, imposera sans doute ses conceptions alarmistes en matière de risques présentés par l'avortement. En

fait, le taux de décès après avortement est que quatre pour cent mille et le risque de stérilité est le même que pour les accouchements.

### ► Les problèmes rencontrés à Tours ne relèvent-ils pas d'une volonté gouvernementale de remettre en cause dans la pratique les acquis de la loi Pelletier ?

Certainement. Le gouvernement a dû, face à l'ampleur du mouvement en faveur de la libéralisation de l'avortement, céder du terrain. Selon la loi Veil, la femme, si elle s'estime en état de détresse, décide librement de son avortement. Cette loi est restrictive, mais elle reconnaît à la femme le pouvoir de décision. Dans le cadre de cette loi 90 à 95 % des demandes peuvent être acceptées.

Le gouvernement tente maintenant de saboter le fonctionnement des CIVG. Conformément aux directives données en juillet 1980 par monsieur Barrot, les CIVG doivent être intégrés aux services gynécologie. Il s'agit de banaliser l'avortement et d'en faire une opération médicale comme une autre. Cette réduction de l'avortement à un acte médical aboutira à diminuer le nombre des avortements.

Cette mesure aura des aspects positifs en ce sens que dans les villes où les avortements ne sont pas du tout pratiqués, elle obligera les CHU à en faire un certain nombre. Cela limitera



probablement les trafics financiers en matière d'avortements. Mais là où les acquis sont importants comme à Tours, où le mouvement en faveur de l'avortement était puissant, où l'IVG a toujours très bien fonctionné, cela représente une régression très très importante.

Au-delà de ces questions relatives à l'avortement, se situe un débat plus fondamental concernant la pratique de la médecine. La pratique collective développée dans les CIVG, s'attaque à «l'hospitalocentrisme» : l'hôpital traditionnel «découpe les malades en morceaux», alors que nous essayons de faire une approche globale de la personne. Le professeur Sotoul l'a déclaré récemment : «Ce qui est reproché au CIVG, c'est de ne pas fonctionner comme un service normal». C'est justement ce dont nous sommes fiers. A Tours, le débat ne porte pas sur la question «qui peut avorter ?», mais sur «comment pratique-t-on les avortements ?» Comme nos idées commencent à passer, la direction et les mandarins du corps médical veulent casser notre expérience.

### ► L'équipe du CIVG de Tours a toujours insisté sur l'importance de l'accueil des femmes désireuses d'interrompre leur grossesse. Quel type de fonctionnement avez-vous adopté pour répondre à cette nécessité ?

Notre fonctionnement n'est pas merveilleux : contrairement à beaucoup de CIVG, nous ne pratiquons pas l'accueil collectif. Nous n'avons pas de conseillères spécialisées dans le travail d'accueil. Nous essayons simplement d'être à l'écoute des gens, de respecter leurs décisions. Ce que

nous reproche la direction, c'est d'avoir exprimé clairement nos positions, de ne pas respecter impeccablement la hiérarchie et surtout de nous être opposé à un mandarin et à l'administration.

### ► Quels acquis du CIVG subsisteront après le changement de centre ?

La direction ne pourra se permettre de mettre en place des commissions de dissuasion à la Sotoul. Les femmes viendront avorter et leur demande sera prise en compte dans une très large mesure. Le pourcentage d'avortements effectivement réalisés baissera sans doute de 10 à 15 %. Notre pratique incitative à la contraception passera forcément dans l'autre service. Enfin le nouveau centre ne pourra pas négliger le problème de l'accueil en raison aussi de la mobilisation qui s'est effectuée dans la ville grâce aux organisations de soutien. En plus dans ce nouveau CIVG il se trouvera des médecins qui auront des pratiques tout à fait correctes.

En ce qui concerne les aspects négatifs, il faut souligner que plusieurs paramédicaux auront chèrement payé cette lutte et certains médecins dans une moindre mesure. Par ailleurs le fait que des médecins militants pour la libéralisation de l'avortement et qui ont une pratique qu'ils espèrent bonne, soient entrés dans les CIVG, a fait croire à l'extérieur qu'il n'y avait plus de problème et que la lutte devait être menée par les techniciens. Nous en payons aujourd'hui les conséquences : si le mouvement de soutien avait conservé sa force, je ne sais pas si la direction aurait osé prendre ces mesures.

# POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?

Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV<sup>e</sup> Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

## I- La définition marxiste-léniniste (4)

L'APPROCHE fondamentale du marxisme-léninisme que constitue ce que l'on appelle le système de la pensée de Mao Zedong, est-elle suffisante à fonder les bases théoriques du processus révolutionnaire à entreprendre ou à poursuivre ? Cette question doit être envisagée de plusieurs angles.

• D'une part, il est bien clair que les développements apportés par Mao au marxisme ne concernent pas directement tout un ensemble de questions essentielles, propres à la révolution dans un pays capitaliste très développé : analyse de classes de ce type de formation sociale, formes d'alliances et de regroupements de classes, rôle de l'Etat, caractéristiques de la société de transition et modalités du processus révolutionnaire lui-même, par exemple. En ce sens, on peut répondre très clairement non, les apports de Mao, ne suffisent pas à résoudre, ni même à poser complètement cet ensemble de problèmes fondamentaux, et chercher, par analogie, par transposition, par image, un commencement de réponse à ces problèmes dans les textes maoïstes ne fait guère avancer.

Il est temps de se rendre compte qu'à des réalités sociales concrètes spécifiques correspondent des modes d'action, des principes de lutte, une tactique et une stratégie adaptés. Le Front Uni Antijaponais n'est pas la matrice universelle modelant les meilleures formes d'alliance de classes sous direction du parti et de la classe ouvrière dans les contextes les plus variés. Les leçons de la révolution chinoise ne peuvent être galvaudés en quelques préceptes simplistes, la généralisation de cette expérience historique ne s'accommode pas d'une trop grande liberté prise avec l'histoire et ce qui n'a pas été étudié, analysé, formulé ne peut se trouver déjà résolu à travers l'analyse d'autres situations.

On touche là à la délicate question de l'universalité des leçons du marxisme-léninisme, et à la non moins délicate délimitation qu'elle entraîne entre ce qui est valide dans un champ, une époque, un contexte donné et ce qui acquiert une validité plus vaste et reste pertinent pour tout un ensemble d'expériences de lutte diversifiées. Dans la capacité à établir cette délimitation se jouent bien des retards ou des avancées de

la lutte révolutionnaire et s'il ne fait aucun doute que la mise en œuvre du marxisme a, dans l'ensemble, largement favorisé la victoire des luttes des peuples, les exemples ne manquent pas d'occasions manquées, d'échecs et de retards provoqués par une volonté d'imitation d'exemples étrangers et par l'application aveugle de leçons inapplicables, de principes non généralisables. Or, c'est à la fois un risque et un enjeu de la lutte politique, il n'y a pas de délimitation rigide entre principes généralisables et simples leçons circonstanciées dans le vaste legs que l'histoire du mouvement ouvrier offre au mouvement révolutionnaire. Le travail de l'histoire tranforme quelques uns de ces principes, quand disparaissent ou se modifient profondément les conditions dans lesquelles ils ont été formulés, en leçons circonstanciées, mais aussi chaque expérience révolutionnaire interpelle, à partir de ses exigences propres, le fonds théorique commun au mouvement ouvrier, sollicitant ce qui lui paraît le plus vital, le plus indispensable, et ne s'occupant guère du reste.

C'est pourquoi, si l'on ne saurait borner les leçons universelles du marxisme-léninisme à une position, à un point de vue, à une méthode, on ne peut pour autant en définir un énoncé limitatif et définitif, ni s'attendre à ce que, des mouvements révolutionnaires, agissant dans des contextes différents, en fournissent, sauf à tomber dans des travers déjà expérimentés, la même interprétation.

• Mais, d'autre part, il serait tout à fait erroné de considérer comme secondaire ou négligeable l'apport de la pensée de Mao Zedong pour notre propre révolution, alors même que les problèmes essentiels de cette révolution n'ont pas fait l'objet de son étude. Paradoxe apparent, car trois raisons fondent l'importance de cet apport :

— d'abord, le fait qu'à partir des années 60, s'organise une dénonciation systématique du mode d'appropriation dominant du marxisme, le révisionnisme moderne, constitue au-delà même des termes dans lesquels cette dénonciation est effectuée, un acte subversif, une incitation à la réappropriation du marxisme, le début d'un processus critique ;

— ensuite, le fait que cette

dénonciation s'engage sur la base d'un processus révolutionnaire concret, mettant en jeu les larges masses et le pays socialiste le plus peuplé du monde ; c'est un élément fondamental, car des remises en question de l'interprétation dominante, révisionniste, du marxisme ont bien vu le jour, ici et là, depuis quelque temps déjà, mais elles ne lui ont guère porté de coups, ni esquissé d'alternative. Cela ne signifie nullement qu'elles ne sont pas à prendre en considération. Il faut simplement constater, qu'elles sont généralement restées dans le domaine intellectuel ou universitaire ;

— enfin et surtout, cet acte historique de dénonciation du révisionnisme est aussi l'œuvre d'une pensée marxiste vivante, qui non seulement porte et entraîne une forte dynamique de mobilisation révolutionnaire, bouleverse le contexte idéologique de soumission et de défaite suscité par le révisionnisme, mais y parvient par la régénération d'une ferme position de classe, du point de vue et de la méthode matérialiste dialectique.

En engageant le fer contre le révisionnisme, Mao Zedong a permis que se mette en marche un nouveau cours du marxisme-léninisme, et cela n'a été possible que parce qu'il a systématisé les leçons du processus révolutionnaire le plus avancé après la Révolution d'Octobre, la révolution chinoise. S'appuyer sur les leçons de cette expérimentation la plus avancée du marxisme-léninisme est bien la condition d'une progression ultérieure, de nouveaux développements rendus nécessaires par les exigences de la révolution socialiste, notamment dans les pays capitalistes développés.

Mais la référence au maoïsme ne saurait évidemment suffire. D'autant plus, que cette référence s'est trop souvent inscrite dans un registre de réduction idéologique et de facilité, c'est-à-dire que la dénonciation nécessaire, absolument nécessaire, du révisionnisme a trop souvent occulté la prise en compte des problèmes concrets de la révolution dans un pays capitaliste développé.

Autant il est tout à fait vain de penser résoudre quelques-uns de ces problèmes sans le préalable d'une vue claire et critique du

révisionnisme, autant cette critique n'est pas suffisante et ne tient pas lieu d'une nécessaire étude novatrice de ces problèmes. Certaines personnes s'imaginent que le marxisme-léninisme a déjà fondé les principes indispensables à la réussite de la révolution dans notre pays, et qu'il s'agit seulement, en critiquant les déviations révisionnistes, de les appliquer pour avancer. Elles s'effraient et désignent comme suspectes toutes tentatives de formuler de nouvelles questions, de fonder de nouvelles problématiques en fonction des questions que la réalité pose chaque jour dans un pays comme le nôtre, elles crient à la démesure, à l'hérésie, mais elles ont fondamentalement tort ; car une démarche marxiste-léniniste responsable mais vivante doit à la fois s'appuyer sur ce qu'il y a de plus avancé dans les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier international, par exemple sur les enseignements de la pensée Mao Zedong, et prendre la mesure du retard considérable que, depuis soixante ans, le mouvement ouvrier a accumulé dans l'approche de la réalité du capitalisme développé.

A cet égard, comment croire un instant que les bouleversements apportés dans la formation sociale des pays comme le nôtre par deux guerres mondiales, la fin pour l'essentiel du colonialisme classique, l'urbanisation du pays, la transformation du procès du travail, les modes de régulation du capitalisme, par exemple, ne sont que des modifications insignifiantes ? Comment ne pas se représenter l'immense effort nécessaire à accomplir pour analyser ces transformations, en reprenant là où Lénine l'avait laissée, cela fait plus d'un demi-siècle, la réflexion marxiste, dévoyée et stérilisée par le dogmatisme économique qui précéda la mutation révisionniste, et que seuls brisèrent quelques voix éparses en Europe, dont la plus forte fut bien celle de Gramsci, et que l'expérience concrète de la révolution chinoise, dirigée par Mao, permit de dépasser, de critiquer, avant de s'affronter directement avec son avatar historique : le révisionnisme khrouchtchévien.

(à suivre)

Max CLUZOT

# Y AVAIT-IL UN RISQUE DE RESTAURATION DU « CAPITALISME » EN 1966, EN CHINE ?

C'est dans le cadre de la rubrique destinée à recevoir les points de vue et les contributions concernant les nouvelles orientations du Parti que nous publions aujourd'hui cette lettre d'un lecteur de Besançon.

L'ANALYSE développée actuellement par Max Cluzot dans *PLS* ainsi qu'un article sur le « procès de Pékin » appellent quelques réflexions.

Peut-on s'interroger aujourd'hui sur le « risque effectif de restauration du capitalisme en Chine en 1966 » sans développer dans l'exposé des origines de ce danger, la nature spécifique de la société chinoise d'avant 1949 ?

En effet, comment le PC Chinois définit-il (et définissait en partie au moment de la Révolution Culturelle) cette société ? : comme *semi-féodale et semi-coloniale*.

Cela signifie : des structures sociales, des modes de production, un état des forces productives foncièrement différents des caractéristiques d'un système de type capitaliste tel que le nôtre.

Max Cluzot parle bien « *du poids des habitudes, des anciennes mentalités* » mais sans approfondir les origines structurelles de ces freins.

Hors, que dit le PC Chinois aujourd'hui ? Que l'on ne se débarrasse pas comme cela de plusieurs millénaires de structures féodales et de plusieurs siècles de structures coloniales.

A partir de là, le danger n'était-il pas plutôt en 1966 le risque d'apparition et de fixation d'un pouvoir oppressif de type très différent de ce que l'on peut entendre par capitalisme et dont les caractéristiques essentielles seraient largement héritées des structures d'avant 1949 (soumission passive à une élite, déification du chef, reproduction à tous les échelons de la société des

anciennes structures oppressives : familiale entre autres).

On serait alors fondé à se poser deux questions :

1) La Révolution culturelle était bien nécessaire dans l'intérêt de l'avancée des forces révolutionnaires en Chine mais n'a-t-elle pas partiellement échoué (apparition de la bande des quatre) parce que l'enjeu n'a pas été clairement situé dans sa nature historique et spécifique (trop d'importance accordée à ce qu'il se passait en URSS, formulation trop universelle du risque de restauration du capitalisme) ?

2) Certains dirigeants actuels du PC chinois ne commettent-ils pas aujourd'hui une erreur inverse en ne développant que le danger de résurgence des structures de la société chinoise

d'avant 1949 au détriment de celui semble-t-il aujourd'hui plus réel d'apparition d'une classe dirigeante d'Etat (élite économiste, direction technocratique) qui ressemblerait pour le coup d'assez prêt à ce que l'on peut définir comme bourgeoisie d'Etat sans pour autant que l'on puisse parler (aujourd'hui comme en 1966) de restauration du capitalisme ?

Il apparaît en tout état de cause que rien n'est joué en Chine, il y a lutte de ligne dans un parti dont les principales caractéristiques sont communistes (centralisme démocratique notamment), c'est l'effet positif de la Révolution culturelle et de l'écrasement de la bande des quatre.

Il est tout à fait juste de

réfléchir sur la Chine, de formuler des questions, d'émettre des critiques sur certaines orientations récentes mais gardons-nous de répondre de façon précipitée à ces questions, de clore un peu trop rapidement et succinctement le débat. Après tout le XII<sup>e</sup> congrès du PC Chinois n'est pas très éloigné, il constituera forcément une occasion d'avancer dans notre démarche.

Ces quelques réflexions rapides comme une contribution personnelle à un débat d'une grande importance que vous engagez aujourd'hui à juste titre.

Salutations.

J. L. S.  
Besançon

## syndicats

### Fédération des Finances CGT

## UN ITINERAIRE POSITIF

Les 2 et 3 décembre dernier, lors du Comité Confédéral National, portant en grande partie sur les présidentielles, deux votes négatifs étaient venus rompre l'unanimité autour du texte d'orientation présenté par le bureau confédéral.

de juger des programmes politiques ;

— il opère des choix dans le programme de la CGT, et peut ainsi donner à penser que celle-ci ajuste son programme en fonction de considérations extérieures ;

— il n'affirme pas la volonté d'éviter les fausses manœuvres et initiatives susceptibles d'être interprétées comme un appel à voter pour un candidat donné.

Derrière ces cinq raisons, une idée directrice : la volonté des

militants CGT Finances de ne pas voir la CGT se retrouver engagée derrière le candidat du PCF, dans une opération politicienne. La Fédération des Finances reprend pleinement à son compte les deux thèmes forces du 40<sup>e</sup> Congrès : Indépendance et Démocratie.

A ce sujet il est symptomatique de noter que les amendements proposés par la Fédération ont été rejetés comme « *dénaturant et changeant le sens du projet* ».

Un article paru dans *Le Peuple* pour expliciter les positions de la Fédération montre à quel point le projet confédéral s'éloignait des positions du 40<sup>e</sup> Congrès et, selon l'analyse de la Fédération des Finances, représentait un étroit suivisme par rapport à la direction du PCF :

— Dans la partie programme, les questions internationales occupent trois pages sur six, (5 sur 70 dans le programme du 40<sup>e</sup> Congrès).

— On condamne l'installation des fusées Pershing, on demande à dissuader si elles ont une autre nationalité.

Cette analyse critique des positions de la Confédération n'est pas restée sur le plan des positions ; elle a trouvé une certaine concrétisation dans l'accord intervenu entre la Fédéra-

tion des Finances CGT et la Fédération des Finances et des Affaires économiques CFDT.

Langage nouveau, on est ici bien loin de l'attitude d'attaque perpétuelle contre la CFDT, coupable d'avoir rejoint « le camp du consensus ».

Conscientes que pour gagner sur des revendications aussi essentielles que pouvoir d'achat, emploi et conditions de travail, statuts et service public, droit à la santé, libertés et droits syndicaux, il faut créer les conditions d'un large mouvement unitaire, les deux fédérations se sont engagées, dans le respect de leurs différences, à, ensemble, agir le plus efficacement possible.

Didier LAVIALENE

LA Fédération des Finances justifiait son attitude par cinq grands points de désaccords :

— le texte ne comporte pas d'appel explicite à combattre la droite à l'occasion des présidentielles ;

— il semble privilégier la lutte pour le changement par rapport aux luttes revendicatives ;

— il autorise la CGT à prendre position après l'énoncé des programmes des candidats, l'exposant ainsi à donner l'impression

## GALA DE SOUTIEN A COLETTE MEYNARD

CONDAMNÉE en juillet de l'année dernière, Colette Meynard est toujours en prison, malgré les protestations qui se sont multipliées. Faut-il rappeler les conditions dans lesquelles Colette Meynard a été condamnée à cinq ans de prison, dont deux et demi ferme ?

Sans la moindre preuve, et sur la seule base d'un voyage au Liban au cours duquel elle s'était retrouvée avec deux

militants corses dont l'un fut ultérieurement inculpé dans une affaire d'attentat. Faut-il rappeler le caractère inique de cette Cour de Sécurité de l'Etat qui l'a jugée ? C'est cette même juridiction d'exception qui vient de condamner sévèrement cinq militants corses pour l'affaire de Bastelica, alors que les barbouzes de Francia se promènent en toute liberté et en toute impunité.

C'est pour apporter une

fois encore son soutien à Colette Meynard, pour exiger la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat, pour obtenir le respect des libertés syndicales et politiques et la libération des emprisonnés politiques corses, que l'Union départementale CFDT et le SGEN-CFDT de la Seine-Saint-Denis organisent vendredi 20 février un gala de soutien. Celui-ci aura lieu à la salle des fêtes de Bondy, en soirée.

## AFGHANISTAN

## L'ARSENAL SOVIÉTIQUE

Bombes au pétrole, roquettes incendiaires, bombes anti-personnel, hélicoptères blindés au titane, gaz incapacitants...

## Une interview exclusive de Mike BARRY

Mike Barry, ethnologue, a effectué tout dernièrement un voyage au Nouristan. Il répond ici à nos questions sur la stratégie actuelle des Soviétiques en Afghanistan et les armes qu'ils mettent en œuvre.

Cette interview se poursuivra dans notre prochain numéro sur la résistance au Nouristan et la valeur d'exemple qu'elle revêt aujourd'hui.

► Il y a aujourd'hui plus d'un an que les troupes soviétiques sont entrées en Afghanistan. Visiblement, elles connaissent d'énormes difficultés ?

Il me semble que malgré l'image guerrière que donne la résistance afghane, elle perpétue la tradition de résistance passive de toutes les sociétés paysannes contre les despotes dans cette partie de l'Asie. Les paysans opposent une résistance passive, en ne payant pas leurs impôts, en multipliant les mesures pour empêcher l'administration de fonctionner vraiment efficacement sur le plan local. Cette résistance passive, je l'ai vue de mes yeux en Afghanistan.

J'ai vu des nomades qui font passer des moutons clandestinement en Iran pour les vendre. Les policiers les arrêtent, les tabassent très fort. Jamais ils n'avouent où ils ont caché leurs moutons. Cette résistance passive a toujours existé dans l'Asie musulmane moyen-orientale. Quand des régimes coloniaux ont succédé aux royautes indigènes, cette résistance passive a continué, et souvent, elle prenait la forme de faire croire au colonisateur que l'indigène était tout simplement stupide, ne comprenait pas l'ordre que lui donnait le colonisateur...

## Trop bête pour comprendre...

Et on peut constater qu'aujourd'hui, dans l'Afghanistan occupé, cette résistance passive a pris une forme très souple et très ample. Il s'agit toujours de faire croire au colonisateur que le colonisé ne le fait pas exprès, qu'il est tout simplement trop bête pour accomplir les ordres. Et je suis sûr que l'état-major soviétique parle de ce que font les milliers afghans dans les

mêmes termes que les Français en Algérie, quand ils disaient que les Arabes ne comprenaient pas comment il faut travailler un champ.

Par exemple, dans l'opération du Kunar, en février/mars 1980, ce sont des soldats soviétiques, slaves, russes, qui ont exterminé la population de la vallée centrale. Mais les Russes ont envoyé une colonne de soldats afghans anéantir la résistance dans la vallée du Petch. Plusieurs heures plus tard, l'armée afghane est revenue, elle s'était fait battre, et pour courir plus vite, les soldats avaient laissé leurs fusils ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que l'armée afghane a en fait prévenu les gens de la vallée du Petch que les Soviétiques allaient arriver, et leur a laissé les fusils.

L'armée afghane multiplie ce genre d'actions passives, dont on peut trouver des exemples dans l'administration quotidienne de Kaboul : des prisonniers politiques qui s'échappent grâce à la complicité d'officiers, ou des pilotes afghans qui désarment les bombes avant de les lancer.

## Une poignée de sable

Je crois que la plus grande difficulté que rencontrent les Soviétiques, c'est de vaincre cette résistance passive. Fait unique dans l'histoire de la collaboration, ils ne trouvent cette fois-ci strictement personne avec qui collaborer. Le fait qu'on ne collabore pas avec l'occupant freine la machine de guerre soviétique et la rend beaucoup plus lourde. En Afghanistan, les Soviétiques ont pensé pouvoir appuyer le parti Khalq dans sa tentative d'élimination de l'ancienne société. Le résultat c'est que le Khalq a provoqué l'effondrement de l'ancienne société afghane, de ses structures, et qu'aujourd'hui, l'Afghanistan

est une véritable poignée de sable.

C'est un pays qui ne peut même plus s'auto-administrer ou s'auto-occuper. Les Soviétiques sont obligés de faire tout le travail. Là où ils ont des fonctionnaires afghans pour faire le travail pour eux, ces fonctionnaires pratiquent la résistance passive, et désorganisent la machine d'occupation. En France, les nazis avaient quand même laissé les structures de l'Etat français, qui fonctionnait encore. En Afghanistan, il n'y a rien de cela, et je crois que c'est ce qui explique plus que tout autre chose la défaite virtuelle de l'armée d'occupation soviétique. Plus que les coups de mains, plus que les attentats, plus que la résistance plus guerrière. Cette résistance a mis des grains de sable dans la machine de guerre soviétique.

► Quelle est aujourd'hui la tactique soviétique, face à cette résistance ?

La tactique soviétique est sélective et s'articule sur des points précis. L'un de ces points, c'est de provoquer la dépopulation de l'Afghanistan oriental, et de verrouiller la frontière. Après la vallée du Kunar, la province de Paktya est virtuellement dépeuplée. Bien entendu, vous avez des résistants qui passent par les montagnes, mais il n'y a plus de population civile, femmes, enfants, vieillards ; tout ce qui fait le tissu même d'une société, a été anéanti. Ils sont ou bien réfugiés au Pakistan, ou bien morts. L'Afghanistan oriental est en train de devenir un désert.

► On a parlé de tentatives de ralliement de la part de Karmal, vis-à-vis de certaines provinces. Qu'en est-il ?

La stratégie des Soviétiques est vraiment devenue claire pour moi à partir du 31 décembre 1980, date à laquelle j'ai reçu une cassette me confirmant que les Soviétiques avaient cherché à rallier au régime de Babrak Karmal, la Résistance nouristanie. Les Nouristanis sont parmi les premiers à avoir défié le régime pro-soviétique de Kaboul, dès l'été 1978, où ils ont chassé les troupes gouvernementales de leur territoire. Ils sont parmi ceux

qui ont le plus fait pour créer une résistance intérieure indépendante de tout parti, et pour faire que la résistance ait une image positive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Etant donné les liens qui unissent aujourd'hui la résistance du Nouristan à d'autres mouvements de résistance, comme ceux du Kunar (Pachtoun), ou du Hazaradjat (chiite), eh bien pour les Soviétiques, tâcher de rallier cette résistance, c'était frapper très fort et très dur, en essayant d'être intelligent et souple. Le message soviétique leur offrait de déposer les armes contre l'assurance d'être nourris, et de pouvoir vivre dans le respect de leur autonomie et de leur religion. En rejetant l'offre de ralliement soviétique, les Nouristanis savent qu'ils s'exposent aux bombardements, aux massacres, à la guerre. La stratégie de l'Union soviétique, c'est d'alterner le chaud et le froid, la répression brutale avec des offres de clémence.

On peut distinguer deux périodes dans l'engagement soviétique en Afghanistan. 1978 et 1979, sous Taraki et Amin, c'est une politique de répression massive qui vise à liquider physiquement tout ceux qui, dans la société afghane, pourraient prendre la tête d'une éventuelle résistance. Le résultat de cette politique, a été de dresser la population entière, contre un régime perçu comme étant vraiment trop brutal pour être supporté. Ce régime prenait des mesures qui faisaient contre lui l'unanimité des Afghans, comme l'interdiction de la religion musulmane, avec la torture et les exécutions en masse.

Avec l'arrivée au pouvoir de Babrak Karmal, la situation a changé. D'une part il y a eu l'occupation soviétique directe, et non plus par Afghans interposés. La politique qu'on peut qualifier de génocide, quand elle était appliquée par Taraki et Amin (1) (il faut le rappeler avec des conseillers soviétiques) a cessé, pour être remplacée par une politique de terreur sélective, entrecoupée de mesures de clémence, pour démoraliser la population. Ce qui n'enlève rien à son caractère extrêmement brutal.

C'est vrai qu'il y a beaucoup moins de gens torturés ou exécutés dans les prisons, mais cela ne veut pas dire que le nombre des pertes de la population civile

a diminué. Au contraire. Des villages entiers sont rasés par l'aviation soviétique. Le flot des réfugiés grossit. Avant l'intervention soviétique, il y avait 400 000 réfugiés officiellement recensés au Pakistan. Aujourd'hui, 1 million et demi. Quand je parlais d'alternance, je voulais dire que les Soviétiques frappent sélectivement, mais avec une brutalité atroce.

C'est très démoralisant. On n'a qu'à prendre toute la succession des événements, de chaud et de froid, depuis l'invasion soviétique. Décembre 1979, ils mettent fin à l'indépendance du pays. Début janvier 1980, amnistie, on libère les prisonniers politiques de la prison de Pol-E-Tcharki. Mais début février, vous avez une grève massive et des manifestations à Kaboul : 600 personnes abattues dans la population civile. Fin Février 1980, toute la population de la province du Kunar est soit exterminée, soit chassée. Mais en même temps, pourquoi les troupes soviétiques n'ont pas exterminé la population du Nouristan, juste au Nord ? De nombreux observateurs avouent leur effarement devant une politique qui consiste à raser tous les villages d'une vallée, et à épargner la vallée d'à côté. Cela vise à créer des dissensions sur le terrain, et à faire alterner la carotte et le bâton : « Si vous vous soumettez, nous respecterons votre religion. Mais si vous ne vous soumettez pas, regardez ce que nous sommes capables de faire, et il n'y aura pas de cadeau ».

D'une part, on multiplie les mesures de reconnaissance de la religion, pour enlever cette motivation aux combattants. Mais en même temps, on massacre ceux qui sont récalcitrants.

## L'arsenal militaire soviétique : du napalm aux bombes anti-personnel

► Quelles sont les armes que les Soviétiques utilisent au cours de leurs attaques ?

En ce qui concerne les diffé-

rentes bombes incendiaires, j'ai vu la trace de beaucoup de types de ces bombes. Pour ce qui est du napalm, ou bien de bombes au pétrole ressemblant de très près au napalm, la dernière utilisation que je connaisse date de février 1980. Je n'ai pas de récit faisant état d'utilisation d'une bombe incendiaire au pétrole depuis. Je pense que les Soviétiques ont pu cesser de l'utiliser pour des motifs relevant uniquement de la propagande, à moins que le terrain ne soit pas assez couvert de forêts et de végétation pour que son utilisation soit efficace. En février 1980, j'ai rencontré trois femmes pachounes qui avaient fui un bombardement. Elles avaient parlé d'une essence qui tombait du ciel et qui brûlait les arbres fruitiers du village. Depuis, je n'ai eu aucun récit de ce genre.

## Bombes au pétrole sur le Nouristan

Au Nouristan, j'ai vu des traces qui sont très évidemment celles de bombes au pétrole : des striées noires dans les forêts qui entourent Kamdesh, la capitale administrative du Nouristan. Elles coupent tout le flanc de la montagne, avec des arbres morts. D'après les récits unanimes de la population, ces forêts se sont enflammées d'un seul jet en dégageant une très forte odeur de pétrole. Ces bombardements datent de 1978 et de 1979.

## Roquettes et bombes anti-personnel

Ce qui a détruit les villages proprement dits, et à l'exception d'un seul, tous les villages que j'ai vus au Nouristan sont soit totalement, soit partiellement détruits, c'était des roquettes incendiaires, probablement soufre et phosphore. Ce sont aussi des armes incendiaires.

La tactique de l'été et de l'automne 1980 a été l'utilisation massive de bombes anti-personnel, que j'ai vues, et qui sont encore actuellement actives. Elles ont à peu près la grandeur d'une main d'enfant, c'est donc assez petit. Elles sont vert foncé pour les régions de pâturages et de forêts, kaki dans les régions plus désertiques. Et la précision va jusqu'à larguer ces bombes anti-personnel de couleur kaki le long des pistes poussiéreuses, tout en larguant des bombes vert foncé sur les pâturages, de part et d'autre de la piste. C'est extrêmement bien fait. Si je montre une de ces bombes à un observateur ici, quand je la place sur une table, il la voit. Si je la mets dans la potiche d'une plante décorative, il ne l'a voit plus. Ces bombes ont un petit aileron qui fait planer l'engin, et qui l'empêche d'exploser en heurtant le sol. Il faut vraiment qu'il y ait pression sur la mine elle-même pour qu'elle explose. L'explosion arrache un pied, ces

bombes ont décimé les troupeaux, dont vit la population, et font des ravages parmi les pâtres, qui sont en général des enfants.

## Décourager le retour des réfugiés

Ces bombes sont faites non pas pour empêcher les Afghans de partir, puisqu'on les pousse dehors, mais pour les décourager de rentrer. Quand on fuit un bombardement incendiaire, on est peut-être prêt à affronter un champ de mines, pour essayer de s'échapper. Mais revenir dans

coptère soviétique, lui, peut se poser où il veut, larguer des bombes où il veut.

Ces hélicoptères sont extrêmement sophistiqués. Ils possèdent le dernier cri de la technique. Ils ont une armure en titanium, qui est absolument invulnérable au feu des résistants. Les résistants ont raconté que lorsqu'ils tiraient sur ces hélicoptères, ils ne voyaient que de petites étincelles. Les balles heurtaient le blindage, mais ne causaient aucun dommage.

Au Viet-Nam, le FNL pouvait rassembler quarante gars qui, avec des kalachnikovs, nourrissaient un feu soutenu contre les hélicoptères, et finissaient par l'abattre. Mais ici, d'une part les

capables d'amener des chars dans certains endroits stratégiques.

Dans l'Est Afghan, il y a maint et maint exemple de village dont la population a été mitraillée de cette façon. Mais ce genre de massacre n'a pas lieu que dans les villages. Lorsque la population se réfugie dans des grottes, les hélicoptères arrivent et tirent dans les grottes avec des roquettes. Aujourd'hui, l'hélicoptère est l'arme suprême du Soviétique en Afghanistan. Il est très rare que les Soviétiques sortent leur infanterie. Chaque fois qu'ils l'ont fait, cela s'est soldé par un échec, parce que ces soldats ne connaissent pas le terrain, ne sont pas motivés.



son pays à travers un champ de mines, risquer de perdre un pied, deux pieds ou une main, c'est autre chose.

## Hélicoptères blindés : seuls les missiles peuvent les abattre

C'est par hélicoptères qu'ils déposent ces bombes, parce que la résistance passive a coupé tous les moyens de communication terrestre. A la place des routes, il n'y a plus que des éboullis, on a poussé les routes dans les rivières. L'armée soviétique ne peut physiquement pas circuler à travers le territoire afghan montagneux. Mais l'héli-

Afghans doivent être avares de leurs munitions, et d'autre part, l'hélicoptère est absolument invulnérable à ce genre de tir.

## Villages mitraillés, ils tirent jusque dans les grottes

L'hélicoptère blindé au titanium arrive très bas, et peut stationner à trois mètres du sol. Il peut alors fusiller en toute impunité absolument toute la population d'un village. Ce sont ces hélicoptères qui peuvent amener les troupes de choc, et d'après certaines rumeurs, mais je ne l'ai pas vu, on parle d'hélicoptères qui seraient même

## Gaz incapacitants

Pour l'instant, ils utilisent des gaz incapacitants, j'en ai encore eu des témoignages, provenant de deux régions ; du Badakhshan dans le nord-est, et du Hazaradjar dans le centre. Le Hazara qui a vu une attaque au gaz est arrivé à Peshawar, en décembre 1980. Il avait survécu à une attaque de ce genre deux mois auparavant. Et ce qu'il a décrit continue à confirmer nos informations. Il y a utilisation d'un lacrymogène : les gens pleuraient ; d'un irritant de peau : les gens se grattaient, et enfin de quelque chose qui provoquait l'évanouissement. Les gens étaient désarmés et ligotés. Des gaz mortels ? Je n'en ai pas

entendu parler. Mais des gaz incapacitants, encore une fois, oui.

## Guerre psychologique

Au cours de ce voyage, nous avons eu la solution d'un petit mystère. J'avais fait état, déjà au printemps 1980, de témoignages de Nouristanis qui avaient vu les avions soviétiques larguer au-dessus des montagnes de petits containers. Ces containers explosaient en dégageant une fumée grisâtre, qui, au lieu de pénétrer profondément dans la vallée, sans doute trop encaissée, avait plutôt tendance à s'accrocher sur le sommet des montagnes, avant d'être délogée par le vent au bout de plusieurs heures. Et quand j'ai demandé aux Nouristanis quel était l'effet produit par ces nuages de fumée, ils répondaient toujours : rien, peut-être parce que ce n'est pas descendu assez bas.

Et cette fois-ci, au mois de décembre, j'ai vu des gens du Badakhshan qui m'ont parlé du même genre d'attaque. C'est d'autant plus intéressant d'eux qu'ils avaient été prévenus de ces attaques par des soldats tadjiks soviétiques, qui leur disaient : « Méfiez-vous, les Soviétiques vont attaquer vos villages demain matin, fuyez ». Les hélicoptères répandaient des fumées grises. Mais les survivants de ces attaques assuraient que ces fumées ne leur faisaient aucun effet.

Un résistant originaire du Kunar, qui était retourné se battre dans le Kunar avec son fils, avait vu un char soviétique avancer sur eux. Ce char, lui aussi, a commencé à dégager une fumée. Ils ont été pris de terreur, « voilà les gaz », ils se sont jetés la face contre terre, et le char est passé sans les voir. Quel a été l'effet de cette fumée ? Rien ! L'explication ? Il s'agissait tout simplement d'un rideau protecteur, de camouflage du char. Et cela me fait penser que les Soviétiques utilisent des fumées colorées, grisâtres, qui sont les fumées traditionnelles du char soviétique, uniquement pour terroriser. C'est de la guerre psychologique. En fait, un gaz toxique ne se voit pas. S'il se voit, c'est qu'il n'est pas toxique.

Sur les différents moyens guerriers employés, il me semble que nous pouvons peser sur l'Union soviétique. Si nous dénonçons le napalm, ou l'utilisation des gaz incapacitants, cela rend plus difficile leur usage pour les Soviétiques. Il suffit qu'ils l'aient fait une fois, et que nous les dénonçons, pour bloquer un peu leur action. Cela peut sembler peu de chose, mais ce n'est pas négligeable.

(1) Taraki et Amin sont les deux responsables du précédent gouvernement pro-soviétique, remplacés par Babrak Karmal au moment de l'invasion soviétique. Leur politique avait soulevé une telle révolte que le régime actuel fait tout pour s'en désolidariser.



La semaine dernière, les graves événements qui se sont produits notamment dans l'Ouest du pays ont remis le Zimbabwe à la une des journaux. Un an après les élections qui ont porté au pouvoir les mouvements de libération, s'agit-il d'une guerre civile ? Sans qu'il soit possible, bien entendu, de faire toute la lumière sur ces événements, il ne semble pas que la situation soit catastrophique. Du reste, le bilan de dix mois d'indépendance de ce pays ne peut se résumer par les quelques séries d'affrontements armés qui ont opposé en plusieurs occasions les armées des deux partis au pouvoir ZANU et ZAPU.

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

## Les mutineries de l'armée de Nkomo

**C**OMMENT caractériser les événements de la semaine dernière ? Après une série d'incidents localisés, il s'agit d'une mutinerie de plusieurs unités de l'armée de la ZAPU, organisation de Nkomo. Les combats qui se sont déroulés dans l'agglomération et la région de Bulawayo, dans l'Ouest du pays ont fait plusieurs centaines de morts, principalement des militaires. Contrairement à ce qui a pu être annoncé, le gouvernement n'a pas fait bombarder les colonnes des mutins ; mais la menace d'une intervention de l'aviation décidée par le gouvernement a poussé certaines unités à la reddition. Si violents qu'ils soient ces combats sont restés très localisés. Ils ne prennent pas la forme d'un affrontement inter-ethnique : les raisons de ce soulèvement paraissent avant tout politiques. Il s'agit d'une révolte d'un certain nombre de cadres militaires de la ZAPU qui refusent la rétrogradation de Nkomo qui a perdu en janvier le portefeuille de l'Intérieur ; en fait ils n'acceptent pas la position minoritaire de leur parti au sein du gouvernement.

Pour mieux comprendre la

situation actuelle, il est utile de revenir en arrière. Rappelons d'abord que l'armée de la ZANU (ZANLA) a joué le rôle principal dans la libération du Zimbabwe, tandis que l'armée de la ZAPU (ZIPRA) est en général restée stationnée en Zambie, opérant seulement dans le Nord-Ouest du pays. Ces deux armées n'ont pratiquement jamais mené d'opérations communes au cours de la lutte de libération.

### Accumulation de rancune

Les incidents entre guérilleros — comme d'autres entre guérilleros et fermiers ou policiers — ont pour toile de fond la situation bien particulière des dizaines de milliers de combattants qui ont déposé les armes au moment des élections. Depuis février, ces guérilleros ont été parqués dans des camps, puis dans des cités des quartiers périphériques dans des conditions très difficiles. La majorité sont restés sans perspective dans la mesure où le processus

Suite page 18

## Dix mois d'indépendance

**D**ANS son message à la nation pour 1981, le premier ministre du Zimbabwe, Robert Mugabe a déclaré que 1981 serait « l'année de la consolidation du pouvoir populaire ». En janvier 1980, il avait annoncé « l'année de la prise du pouvoir par le peuple » ; et en effet, après sa victoire aux élections de février, le mouvement de libération prenait le pouvoir en avril 1980. Mais cette arrivée au pouvoir s'est faite dans des conditions bien particulières : la ZANU ne l'a pas conquis par une victoire militaire, mais à la suite de négociations (conférence de Lancaster House d'octobre à décembre 1979) qui ont précédé les élections de février 1980.

Bien entendu, la ZANU, dont la guérilla a porté l'essentiel du poids de la lutte armée, et qui est présente dans 80 % du pays bénéficie d'un raz-de-marée électoral qui lui donne la majorité absolue au Parlement. Il n'en reste pas moins qu'elle doit pour gouverner s'accommoder d'importantes concessions : fusion des armées de guérilla avec l'armée rhodésienne, maintien pour l'essentiel d'une administration coloniale raciste prête à entraver toutes les réformes, garanties données au secteur privé, notamment aux grands fermiers blancs. Bien des prévisions pessimistes ont été faites : Mugabe

pouvait-il satisfaire les aspirations populaires sans chasser les colons et désorganiser l'économie ? A l'inverse une modération excessive n'allait-elle pas provoquer une explosion du mécontentement populaire ? D'autant plus que la ZANU devait faire face à de grandes difficultés venant de son alliance avec la ZAPU de Joshua Nkomo, minoritaire, soutenue par les pays de l'Est.

### On ne s'achemine pas vers une situation catastrophique

Il est aujourd'hui prématuré de tracer un bilan de quelques mois de gouvernement de Robert Mugabe. Mais un examen de quelques aspects de la situation indique que le Zimbabwe ne s'achemine pas vers la situation catastrophique prédite par de nombreux observateurs.

La situation économique semble assez bonne : d'une part, la fin de la guerre a permis une relance spectaculaire. D'autre part, l'exode massif des blancs — maintes fois annoncé par les députés du Front Rhodésien, à l'annonce de la moindre réforme — n'a pas eu lieu, ni la désorganisation de l'économie

qui devait suivre. Au contraire, on prévoit 6 à 8 % de croissance des exportations pour 1981. Dès cette année le Zimbabwe devrait se suffire à lui-même en maïs et exporter dans les pays voisins. Cette prospérité économique devrait permettre en partie de faire face aux dépenses visant à assurer le développement et les réformes sociales.

Du point de vue social, le problème le plus important à résoudre était celui des réfugiés : il s'agissait à la fois de ceux de l'extérieur, rentrant de Zambie et du Mozambique et de ceux de l'intérieur qui, fuyant la guerre vivaient dans des bidonvilles ou des « villages protégés ». Il s'agissait de les réinstaller à la campagne et de faire en sorte qu'ils puissent se nourrir par eux-mêmes. Grâce aux distributions de semences et d'engrais effectuées conjointement par le gouvernement et le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, on a fait l'essentiel pour que la récolte de 1981 soit réussie.

Il n'est pas facile de faire le point, pour le moment, sur les mesures sociales prises par le gouvernement depuis quelques mois. Après l'instauration d'un salaire minimum et du blocage des loyers, citons-en une autre, prise en décembre 1980 : le

Suite page 18

Suite de la page 17

## Les mutineries de l'armée de Nkomo

de fusion des forces armées pour la construction d'une armée nationale unifiée a été beaucoup plus long que prévu. Il en est résulté chez eux une atmosphère de mécontentement et de tension.

Par ailleurs, il existe une accumulation de rancunes entre les deux armées, la ZANLA (armée de la ZANU) et la ZIPRA (armée de la ZAPU). En effet, les combattants de la ZANLA reprochent à la ZIPRA d'avoir eu une part minime dans la guerre de libération estimant que celle-ci, «armée des frontières» était en fait destinée à faire un éventuel coup d'Etat qu'à combattre l'armée rhodésienne. De leur côté, les guérilleros de la ZAPU estiment que la part faite à leur parti dans le gouvernement n'est pas assez grande et souffrent d'un complexe d'encerclement.

Des incidents armés se sont donc produits entre les deux armées, notamment au mois de novembre au moment des élections municipales. Il semble qu'au cours de ces élections, la ZAPU ait recherché l'affronte-

ment, alors que le parti de Robert Mugabe devait gagner la majorité dans de nombreuses circonscriptions du pays ndebele fief traditionnel de la ZAPU. La ZAPU a en particulier protesté contre la censure qu'elle estimait pratiquée à son égard, en particulier à la radio et à la télévision. La tension a rapidement monté au début novembre à Bulawayo : manifestation envahissant les locaux de la radio, attentat contre un membre du CC de la ZANU, attaque à coups de pierres d'un meeting de la ZANU. Enfin, le 9 novembre, des incidents très graves se produisent dans le quartier d'Entumbane où la ZIPRA déclenche un tir de

mortier nourri contre une partie du quartier occupée par la ZANLA. Les combats ont fait 58 morts, parmi lesquels principalement des civils et des militants de la ZANU.

## Fermeté du gouvernement

La préméditation des soldats de Nkomo semble établie : ils avaient demandé deux jours avant à des habitants du quartier de quitter les maisons avoisinantes ; quinze jours avant, ils avaient reçu un convoi d'armes

de Zambie où plusieurs milliers de membres de la ZIPRA se trouvent encore avec leurs conseillers allemands de l'Est.

Les incidents de novembre et les défaites de la ZAPU aux élections municipales semblent avoir accentué un climat de crise au sein du parti de Nkomo. Des contradictions sont apparues, certains envisageant de rejoindre la ZANU, d'autres de passer carrément à l'opposition. En janvier Nkomo a choisi une solution boiteuse, puisqu'il a accepté une rétrogradation dans le gouvernement.

C'est précisément ce remaniement gouvernemental qu'une fraction des partisans de Nkomo n'a pas accepté. En fait, ces éléments

de la ZAPU n'avaient pas accepté le résultat des élections qui ont donné 57 sièges à la ZANU contre 20 à leur parti. Ils estimaient que, d'une manière ou d'une autre, Nkomo devait avoir le pouvoir, ou du moins qu'il devait le partager avec Mugabe, prétention, on le voit exorbitante. Les mécontents de la ZAPU n'ont d'ailleurs pas de programme politique : ils se plaignent seulement de ne pas avoir assez de place dans l'administration, la presse, la radio. Il est d'ailleurs possible que des membres de la ZANU aient fait des erreurs dans ce sens. Du côté du parti de Mugabe, on répond que la ZANU a une large majorité et qu'elle pourrait très bien gouverner seule.

La tentative de soulèvement de la semaine dernière a été désavouée par Nkomo. Elle ne semble pas avoir été le fait des dirigeants de son armée. Comme elle n'a pas été spontanée, on peut penser qu'il s'agit d'un mouvement animé par des cadres intermédiaires de cette armée qui avaient voulu appliquer une tactique de coup d'Etat abandonnée par leurs dirigeants.

Même si cette tentative n'est pas la dernière, le fait que la nouvelle armée nationale soit en mesure d'y faire face, ajouté à la fermeté d'un gouvernement qui a la confiance de la population permet d'indiquer que le risque d'une guerre civile peut être exclu.

Suite de la page 17

## Dix mois d'indépendance

ministre de l'Administration locale et du Logement, Eddison Zvobgo a décidé que 11 000 logements appartenant aux municipalités seraient donnés aux locataires et que d'autres seraient vendus à bas prix.

## Les objectifs socialistes de la ZANU

En même temps, alors que les secteurs privés industriels et agricoles restent dominants, les membres du gouvernement ont rappelé à plusieurs reprises les objectifs socialistes de la Zanu. Ces objectifs ne peuvent se réaliser que par le développement d'une production collective et communautaire. L'agriculture communautaire est encouragée dans les terres rachetées ou reprises aux colons. Là encore, on ne peut tracer un tableau d'ensemble de ces expériences. Mais on peut dire que l'exemple vient de haut : en effet, le président de la République, le révérend Banana a décidé d'installer dans sa résidence un poulailler coopératif qui devrait élever jusqu'à 2 000 poulets. Pour le président Banana, il s'agit de transformer ce lieu «qui était un paradis de type coloniale



réservé à une élite en un foyer tourné vers le peuple et un centre de production».

Mais la question cruciale reste de savoir où et comment effectuer de telles transformations sociales, alors que les meilleures terres sont encore largement accaparées par les grands fermiers blancs. Pour le moment, le rythme de redistribution des terres semble trop lent pour que la ZANU puisse satisfaire les revendications de la paysannerie africaine et réaliser largement ses projets d'agriculture communautaire. dans une interview

accordée le 31 décembre au *Herald* de Salisbury, Robert Mugabe a indiqué que le gouvernement envisageait d'effectuer une réforme agraire permettant de satisfaire la «faim de terre» des paysans noirs : «Nous ne disons pas que tous les Blancs doivent être privés du droit à la propriété foncière, mais que la plus grande part des terres doit être entre les mains de la majorité populaire». Il semble donc que le gouvernement du Zimbabwe indépendant, après avoir rassuré les fermiers pendant les premiers mois, ait bien l'intention de dépasser les

limites fixées par les accords de Lancaster House.

Dans la même interview, le premier ministre a annoncé que le gouvernement, tout en continuant à attirer les investissements, élaborerait une politique de contrôle de ces investissements pour s'assurer de ce qu'ils seraient dirigés vers des secteurs où ils profiteraient le plus au pays. «Notre politique socio-économique est résolument socialiste ; ce qui est encore à définir est le mode d'application de ce socialisme et non pas sa réalité».

## Imposer la suppression de l'apartheid

Dans tous les domaines de la vie sociale, le gouvernement doit combattre pied à pied les mesures de ségrégation héritées du système raciste : dans celui de la santé, le ministre, le docteur Ushewokunze mène personnellement une lutte acharnée pour imposer la suppression de l'apartheid dans les hôpitaux et la mise sur pied d'un système de santé au service du peuple. Dans le domaine de l'éducation, même résistance des Blancs : pour éviter l'intégration scolaire, ils ont racheté les écoles et sont libres de fixer les droits d'inscription...

Par ailleurs, la presse du Zimbabwe, qui était restée sous la dépendance économique du trust sud-africain Argus vient de passer sous le contrôle d'un organisme national. En effet, en utilisant une partie d'un prêt de huit millions de dollars du Nigéria pour racheter la majorité des actions sud-africaines de la principale chaîne de journaux. Le ministre de l'Information, M. Shamuaira a déclaré que sous le contrôle du ZMTT (Zimbabwe mass Media Trust), «la presse s'adressera désormais à tout le peuple et non pas à une petite minorité blanche». Il a précisé : «Le gouvernement n'interviendra pas dans les affaires du ZMTT. Il reste attaché à la liberté de la presse».

ESPAGNE

# LA MORT DE JOSE ARREGUI

## Victime des tortures et de la loi anti-terroriste

**A** l'hôpital général pénitentiaire de Carabanchel, José Arregui Izaguirre est mort vendredi 13 février de ses blessures : hématomes multiples, douleurs abdominales, hémorragies internes oculaires, broncho-pneumonie, brûlures à la plante des pieds.

Accusé avec 16 de ses camarades de l'ETA de préparer l'enlèvement d'une haute personnalité, il venait de passer huit jours dans les locaux de la Direction Générale de Sécurité à Madrid. Encore aujourd'hui, on torture donc — à mort — place Puerta del Sol, en plein centre de la capitale espagnole. Et de nouveau, voici les Basques mobilisés : protestations unanimes (jusqu'à celle de « l'Alfiance populaire » du néo-franquiste Fraga Iribarne), grève générale à l'appel de toute l'opposition démocratique dès le lundi suivant.

Qui est responsable ?

La police bien sûr, jamais épurée. Et les cinq tortionnaires de la DGS sont aux arrêts, et le

chef de brigade d'information de Madrid a été destitué avec celui des services médicaux de la police. Mais le gouvernement, aujourd'hui si pressé de se mettre à couvert par quelques mesures disciplinaires, connaît bien ces pratiques qu'il cautionne depuis longtemps de son silence pour ne pas dire plus. Encore récemment un rapport d'Amnesty International confirmant la persistance des méthodes fascistes dans les commissariats n'avait attiré que son silence gêné. Mais aussi qui a voté la loi anti-terroriste portant à dix jours le délai de garde à vue et qui a permis de tuer Arregui ? Le parlement, quasi-unanime.

Plus que tout autre fait récent, cette mort illustre donc les limites de la démocratisation menée à bien sous la houlette des héritiers de Franco.

Sans doute les partisans de l'ETA et de ses méthodes expéditives s'en saisiront-ils pour légitimer leurs thèses. On ne voit

pas cependant qu'ils convainquent aujourd'hui plus qu'hier.

Depuis la fin du franquisme et la proclamation de l'amnistie par les premières « Cortes » élues au suffrage universel, l'ETA, tout en intensifiant son action et en parvenant à cristalliser autour d'elle un courant d'opinion significatif, est entrée dans un processus d'isolement qui avait atteint son paroxysme à la veille de l'assassinat d'Arregui.

L'exécution — gratuite — au lendemain du voyage de Juan Carlos au Pays Basque, de José Maria Ryan, ingénieur en chef de la centrale nucléaire en construction de Lemoniz, avait elle aussi provoqué une protestation unanime, mais contre l'ETA. C'était la condamnation des populaires « comités pour une côte basque non-nucléaire », plus entravés que soutenus dans leur action, celle des travailleurs de l'entreprise de Ryan, manifestant pour sa libération, celle de toute la gauche basque, y compris de l'ETA politico-militaire et de ses

sympathisants « d'Euskadiko Ezkerra », formation dirigée par d'anciens leaders historiques de l'ETA comme Mario Onaidia, celle des 50 000 personnes manifestant le 8 février dans les rues de San Sebastian.

Un moment, le régime de Juan Carlos avait pu profiter de cette vague de réprobation mais la mort d'Arregui est venu remettre bien des choses en question, alors même que Calvo Sotelo, successeur pressenti d'Adolfo Suarez n'était toujours pas investi par le parlement.

Si dans leur masse, les sujets de Juan Carlos et parmi eux les Basques, se sont de plus en plus nettement affirmés en faveur d'une société plus démocratique et plus tolérante, ils peuvent de moins en moins identifier leurs aspirations à cette si décevante démocratie.

Pour la grande masse, continue la morne période du « désenchantement »... En attendant le nécessaire dépassement de cette situation bloquée : loin sûrement



de cette violence irraisonnée, démobilisatrice et dont on ne voit pas bien où elle mène, mais aussi du consensus paralysant.

Frédéric FERRER

### Suite de la dernière page

#### Pologne : trois mois pour normaliser ?

mesure de l'escalade du pouvoir.

Radicalisation par fidélité aux accords de Gdansk, contre un pouvoir qui, engagé verbalement à les appliquer, s'engageait dans les faits à les rejeter point par point. Loi sur les syndicats prévoyant notamment la légalisation du droit de grève (points 1 et 2 des Accords) : le projet prêt depuis début décembre est resté dans les tiroirs (il prévoyait la légalisation des syndicats paysans). La loi sur la censure (point 3 des Accords) : l'élaboration en a été stoppée tant les désaccords sont importants. Libération des prisonniers politiques (points 3 et 4 des Accords) : elle est devenue plus qu'incertaine. Accès de Solidarité aux médias (point 5) : l'accord obtenu dans le cadre du compromis sur les samedis libres est bloqué sous divers prétextes. Discussion sur la réforme économique (point 6) : un résumé du projet présenté mi-janvier n'a pas été soumis au moindre début de discussion.

La lutte pour les samedis libres (point 21 des Accords) a cristallisé un mécontente-

ment, voire une exaspération qui, bien plus largement que sur le problème du samedi, portait sur la non-application de la quasi-totalité des 21 points.

Parallèlement de nombreux travailleurs, à Jelenia-Gora, à Bielsko-Biala notamment, exigeaient la démission de dirigeants, en application toujours des points 12, 13 et 14 des Accords demandant la suppression des privilèges pour les fonctionnaires du parti et de l'Etat.

#### Le mouvement populaire renforcé

Que le mouvement social polonais soit prêt aujourd'hui à une pause, cela ne fait aucun doute. Mais à une pause pour négocier. Et à des négociations qui ne soient ni des concessions, ni des reculs. Sur les problèmes des samedis libres, Solidarité a engagé la lutte mais après avoir proposé une solution refusée par le pouvoir. Walesa et la commission nationale de Solidarité se sont déplacés à Rzeszow auprès des 300



Une manifestation de paysans, le 10 février à Varsovie.

paysans en grève, à Jelenia-Gora, à Bielsko-Biala pour tenter de trouver une solution. Aujourd'hui, Solidarité répond par l'affirmative aux propositions de Jaruzelski mais pas à n'importe quelles conditions : en dressant la liste de tous les problèmes à résoudre, à savoir l'application des 21 points. Les dossiers sont prêts.

Au cours de ces dix derniers mois, le mouvement de masse a pris une conscience encore plus grande de sa

puissance, d'une force qui a contraint le pouvoir à reculer, qui a conduit à de premiers succès. Il n'est pas près aujourd'hui d'y renoncer. La crédibilité du pouvoir très faible au départ est nulle aujourd'hui. Ainsi sur la question des libérés, les syndicats ont d'ores et déjà prévenu : « Personne ne devrait douter qu'ils auraient recours à la grève au cas où des experts, des collaborateurs de Solidarité ou des organisations du mouvement syndical paysan

feraient l'objet de répression ou seraient arrêtés ».

Que, sous couvert de pause, le pouvoir prépare une nouvelle épreuve de force, Solidarité l'envisage et s'y prépare.

La proposition du général Jaruzelski a d'ailleurs été précédée d'un discours de Kania en clôture du récent plénum du POUK particulièrement lourd de signification : « Notre patrie socialiste est en danger. Notre sécurité nationale et la défense sont une cause qui appartient à toute la communauté socialiste. La Pologne est un maillon affaibli de la communauté socialiste et quand un maillon est affaibli, le tout est affaibli. Ce sont là des paroles dures mais il faut comprendre que la situation est lourde de menaces ». Lourde de menaces effectivement, puisque deux mois avant, face au plénum des pays membres du Pacte de Varsovie tenu à Moscou, Kania s'était engagé à ce que la Pologne soit et reste « un maillon solide de la communauté socialiste ».

S'il est un aveu d'échec, ce discours montre que l'enjeu de la nouvelle partie qui s'annonce n'a pas changé : c'est plus que jamais la normalisation exigée par Moscou. C'est à cela que doivent maintenant aboutir les nouveaux promus au gouvernement et la patience soviétique n'est plus forcément longue. ■



Jaruzelski devant le parlement polonais.

# POLOGNE : TROIS MOIS POUR NORMALISER ?

## Solidarité prêt à discuter, mais pose ses conditions

Détente en Pologne, « *Quatre-vingt-dix jours de calme* » a demandé le nouveau premier ministre polonais pour « *amorcer la réalisation d'un programme de stabilisation économique et mettre sur pied une réforme à long terme* ». Oui, a dit Solidarité mais en dressant aussitôt la liste des problèmes non résolus et « *à régler le plus tôt possible autour d'une table-ronde* ».

L'opposition évidente du pouvoir à toutes les revendications des travailleurs polonais, légalisées par les Accords de Gdansk, laisse pour l'instant assez mal présager de l'avenir et de la pureté des intentions officielles.

Par Joëlle FECLAZ

**C**ETTE «détente» s'est annoncée sous la forme d'un scénario un peu usé : un changement de personnel politique.

Le premier ministre, Piskowski, trop marqué par cette première période d'épreuve de force ratée avec Solidarité se retire. Arrive un général, W. Jaruzelski, ministre de la Défense depuis treize ans, membre du Bureau Politique du POUP depuis dix ans : en décembre 1970, comme en août 1980, il était opposé à l'emploi de la force contre les grévistes. Arrive aussi M. Rakowski, membre du Comité central du POUP depuis 1975, très connu en tant que rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Polityka* pour ses idées « libérales » : en tant que tel, il a plusieurs fois incité le gouvernement à la « *patience et la compréhension* » à l'égard de Solidarité. Il est désormais chargé des relations avec les syndicats et la presse. M. Jagielski, négociateur des Accords de Gdansk devient vice-premier ministre chargé des problèmes économiques.

Un général opposé à l'emploi de la force contre les

ouvriers, un champion du libéralisme, un négociateur avisé suffiraient-ils à augurer d'une ère nouvelle de négociation et de réforme ?

### Le fossé s'est creusé entre l'Etat et la société

Au regard de la période qui vient de s'écouler, on peut légitimement en douter. Le cycle des crises s'est dangereusement précipité, la tactique du pouvoir s'est volontairement répétée et affinée : tergiversations longues amenant à une impasse, montée de la tension sociale conduisant à des grèves, compromis négocié in extremis conduisant à un divorce grandissant entre l'Etat et une part de plus en plus large de la société.

Après avoir tenté en vain d'empêcher l'organisation syndicale des travailleurs, le pouvoir devait reconnaître l'existence légale de Solidarité. Quinze jours plus tard, en novembre, une seconde crise éclatait, provoquée par l'ar-

restation de deux militants syndicaux de Varsovie : maîtrisée de justesse avant la paralysie de la capitale par une grève générale, elle obligeait le pouvoir à s'engager sur une réglementation de la censure. Début janvier, le gouvernement provoquait encore une troisième crise en imposant, sans discussion préalable avec Solidarité, le travail trois samedis sur quatre.

Résolue, après deux samedis de grève, sur un compromis proposé dès le début par Solidarité, cette crise rebondissait immédiatement par le blocage des discussions sur les modalités de la démission de quatre fonctionnaires corrompus exigée par les travail-

leurs de la ville de Bielsko-biala.

Le pouvoir contraint de céder encore l'a fait depuis le début de cette année, mais en contribuant à tendre la situation sociale à l'extrême et en concédant moins.

Aux paysans, s'il a accordé le droit d'association, il a refusé la reconnaissance légale de Solidarité Rurale. Aux travailleurs de Jelenia-Gora, il a refusé la démission de dirigeants corrompus, il a tardé à accepter leur demande de transformation d'un sanatorium du ministère de l'Intérieur, en hôpital municipal.

La virulence des attaques contre le KOR s'est aggravée, elle s'est portée aussi contre Solidarité accusée par la réso-

lution du récent plénum du POUP de « *devenir un terrain de pénétration et d'activités d'adversaires du socialisme* » et de devenir « *un outil de lutte politique* ».

### L'application des accords de Gdansk plus que jamais à l'ordre du jour

Face à ces pratiques, le mouvement des travailleurs polonais s'est radicalisé, en ce sens qu'il a pris une dimension et une ampleur à la

Suite page 19

Walesa, lors d'une manifestation de paysans qui demandaient l'enregistrement de leur syndicat.

